CAHIERS ROUGES N° 1

AUTOMNE 2010

LE MOUVEMENT CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

CAMILLE BOUDJAK
NICOLAS DESSAUX
STÉPHANE JULIEN

INITIATIVE COMMUNISTE OUVRIÈRE

AUTOMNE 2010

LE MOUVEMENT CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

A l'automne 2010, un puissant mouvement social s'élève contre la réforme des retraites en France. Pour les militants de l'Initiative communiste-ouvrière, crée en août 2010, c'est le baptême du feu en tant qu'organisation militante. Ce premier numéro des *Cahiers rouges* compile l'ensemble des textes publiés par ICO pendant le mouvement. On y trouvera, dans l'ordre chronologique, des interviews, des tracts (parfois cosignés avec d'autres organisations, notamment l'Union pour le communisme), des communiqués de soutien adressées par nos amis d'Iran, d'Irak ou des USA, des compte-rendu de manifestations ou de débat, des éditos de journaux, des analyses à chaud.

Seuls n'ont pas été inclus les interviews données en portugais dans *Causa Operaia* (Brésil) et en anglais dans *Forward* (Iran), et bien sûr, des textes écrits par les militants pour leurs sections syndicales. N'y figure pas non plus l'appel de l'assemblée générale des assemblées générales, tenue à tours au mois de Novembre, à laquelle ICO a participé et qu'elle a contribué à faire traduire en de nombreuses langues.

Ces textes ne reflètent qu'un maigre partie de l'activité des militants qui les ont écrit, au cours du mouvement, comme acteurs et comme organisateurs de manifestations, d'assemblées générales, de blocages routiers, d'actions de solidarité, sans compter l'impact du blog *Grève générale*, devenu l'un des points de convergence d e l'information pendant le mouvement. Mais ils témoignent tout de même de la tentative d'analyser à chaud le mouvement, de définir une ligne de conduite pour les militants, fondée sur la volonté de l'élargir et de radicaliser, sans opposer ces deux axes.

60 ans dans toute l'Europe !

24/06/2010

Nicolas Dessaux

La menace actuelle sur l'âge de la retraite en France n'est pas une question hexagonale. C'est la mise en application de « recommandations » de l'Union européenne. Sous l'euphémisme délicat de « vieillissement actif », la commission européenne recommande depuis plusieurs années aux 27 états membres de relever l'âge de la retraite, officiellement pour garantir le fonctionnement à long terme du système de retraites. Le paradoxe saute aux yeux, puisque les mêmes documents insistent sur la nécessité d'encourager, y compris par la fiscalité, le « travail des seniors ». Derrière cet autre euphémisme se cache une réalité brutale : les entreprises n'ont aucun intérêt à conserver des salariés âgés, fatigués ou handicapés par leurs années de boulot. Ils préfèrent les virer, au mieux les mettre en préretraite, avant l'âge actuel de départ. Donc, remonter cet âge ne fera que prolonger leurs années de chômage, pas leurs années d'emploi.

Les experts de l'Union européenne savent parfaitement cela. Leur calcul est, à moyen terme, d'augmenter la masse de main d'œuvre en activité, quelques soient les drames humains que peuvent causer les « ajustements » nécessaires. Leur logique est le fondement même de la conception capitaliste de l'être humain, qui n'existe que comme producteur, comme source de profit.

Une enquête récente auprès de patrons belges montre que ceux-ci veulent bien des salariés de plus de 50 ans : s'ils sont en bonne santé, s'ils sont motivés, s'ils tiennent le rythme, le stress et la pression, s'ils n'ont pas besoin d'adaptations du poste de travail, s'ils ne coûtent pas trop cher… bref, ils veulent bien des vieux s'ils sont jeunes ! Ce sont donc les patrons eux-mêmes qui admettent que ça ne sert à rien d'élever l'âge de la retraite.

En France, l'âge de 60 ans est un compromis né de la lutte des classes. Lorsque, voici un siècle, l'assemblée nationale vota la retraite à 65 ans, cela entraîna un refus massif de la part des ouvriers – pas uniquement en raison de l'âge, mais parce qu'en pratique, il s'agissait d'une retenue sur leur salaire qu'ils n'étaient pas sûrs de revoir un jouer. Face à ce refus, l'âge fut abaissé à 60 ans, parmi d'autres concessions. Cette fois, les ouvriers finirent par accepter le nouveau système. C'est donc un compromis, même s'il a pris une valeur symbolique avec le temps.

Mais surtout, cet âge de 60 ans a depuis peu une importance nouvelle : c'est désormais le plus favorable dans l'Union européenne (sauf la Roumanie, où c'est 58 ans pour les femmes, mais 63 pour les hommes). Avec les politiques mises en place à travers l'Europe, depuis plusieurs années, la France est le dernier pays à avoir conservé une retraite à 60 ans. Si l'on veut parler d'Europe « sociale », si l'on veut unifier le droit du travail au bénéfice des salariés, il faut le faire « par le haut », c'est-à-dire en s'alignant sur les meilleures situations existantes, pas sur les pires. Pour nous qui voulons une Europe socialiste, c'est donc la revendication minimale : départ à la retraite à 60 ans, pour tous les travailleurs et les travailleurs, dans toute l'Europe.


Lille, 29 mai 2010. Manifestants de la CFTC et la CNT.



31/06/2010

Retraites : il faut nous fonder uniquement sur nos besoins

Stéphane Julien, Nicolas Dessaux, Camille Boudjak

Stéphane Julien : Nous allons aujourd'hui discuter de ce qui fait l'actualité sociale en France, et où se rejoignent des questions que nous avons évoqué dans notre premier entretien sur la crise. En effet, ici mais aussi partout en Europe, les travailleurs sont immédiatement confrontés à une attaque : c'est la dégradation des retraites, des conditions désormais requises pour obtenir une retraite correcte. Cela fait partie d'une dégradation générale des « acquis sociaux », mais c'est un dossier particulièrement anxiogène pour des travailleurs qui ont le sentiment d'être sans perspectives, parce que ce n'est pas un dossier qu'on peut traiter localement dans sa boîte.

Nicolas Dessaux : C'est exactement le problème auquel nous faisons face. Dans sa boite, le militant syndical, la déléguée du personnel qui font bien leur boulot, sont des personnes respectées, parce qu'elles sont à l'écoute, parce qu'elles débrouillent des problèmes, sont là pour soutenir face à la hiérarchie, pour porter les revendications propres à la boutique. Beaucoup de gens se syndiquent pour ça, comme un témoignage de reconnaissance ou une garantie de soutien en cas de coup dur. Mais ça ne veut pas dire qu'ils vont se lancer dans la lutte dès que la direction syndicale le demande, et selon les modalités qu'elle a prévu. Là où n'existe pas une longue histoire de luttes, de combats collectifs, c'est le seul point de repère. Mais pour les revendications nationales, c'est autre chose. Mobiliser les syndiqués n'est déjà pas facile, dans ces conditions, alors mobiliser toute la boite, c'est une autre histoire.

« Le problème des directions syndicales n'est pas qu'elles aient une « mauvaise tactique », mais qu'elles sont, depuis longtemps, intégrées au système

Pour ça, le minimum, ce serait d'avoir des perspectives claires à proposer. Demander au gens de perdre une journée de salaires tous les deux mois, à chaque journée d'action, sans avoir l'air d'être vraiment prêts à affronter le gouvernement, ce n'est pas très convaincant. Il y a un décalage évident entre les luttes de boites très radicales de ces dernières années, avec séquestrations, sabotages, menace de destruction de l'usine, d'un côté, et les manifestations sans enthousiasme sur la question des retraites. Les syndicats ont des propositions pour les retraites, mais pas de perspectives de luttes.

Stéphane Julien : Les travailleurs se disent qu'entre des syndicats qui ne tirent pas les leçons des précédentes confrontations sur le même sujet (par exemple : départ en COR, calendrier différent de journées « d'action » espacées, remise en cause de l'unité d'action à tout prix avec une CDFT toujours prête à signer, etc.) et une opposition parlementaire qui ne propose que des aménagements fiscaux sans remettre en cause la logique budgétaire, ils n'ont guère de moyens de lutter pour défendre leurs acquis. Avant tout, que peut-on leur dire qui puisse leur rendre confiance en eux ?

Camille Boudjak : Avant de voir ce qui peut redonner confiance aux travailleurs dans leur propre force, il faut, je crois, démasquer les « faux amis ». Tu parles de la CFDT, mais, d'une autre façon on pourrait en dire autant des directions de la CGT, de FO, etc. Début 2009, il y avait une claire volonté de lutte dans la classe ouvrière, avec des millions de manifestants en janvier et en mars, des grèves dures comme chez Continental, mais plutôt que de chercher d'impulser un mouvement d'ensemble du monde du travail, les directions syndicales ont isolé les boîtes en lutte (les laissant même seules face à la répression comme Continental) et n'ont proposé que des journées d'action très espacées. Sur les retraites, on a eu une journée d'action fin mars et on vient d'en avoir une fin mai, sans aucune revendication claire, et même si tout le monde sait que le projet du gouvernement est de repousser l'âge de la retraite, les directions syndicales se sont assises aux tables de négociations pour discuter ! Quand à la gauche, personne ne peut croire les promesses du PS de rétablir les 60 ans en cas de réélection. Une encyclopédie ne suffirait pas à lister toutes les promesses non-tenues du PS depuis 1981.

Contrairement à ce que tu dis, je ne crois pas que les syndicats « ne tirent pas les leçons », ce qui laisserait penser que les directions syndicales seraient naïves ou qu'il s'agirait d'un simple problème tactique à discuter « entre camarades ». Le problème des directions syndicales n'est pas qu'elles aient une « mauvaise tactique », mais qu'elles sont, depuis longtemps, intégrées au système capitaliste. Elles cherchent à trouver des revendications « réalistes » dans le cadre du système capitaliste, à conserver leur place de « négociateurs » avec le gouvernement et le patronat et craignent, plus que tout, un véritable coup de colère du monde du travail qui leur échapperait.

Pour que les travailleurs reprennent confiance en eux, je crois que le rôle des communistes est d'abord de ne pas semer des illusions sur la gauche, les directions syndicales ou les campagnes sans perspectives genre « référendum sur les retraites » (qui sera aussi efficace que celui sur la Poste). Oui, ce n'est que par un affrontement massif, la construction d'un vrai rapport de force, que l'on pourra faire reculer le gouvernement. La classe ouvrière en a les forces, mais il faut aussi, pour gagner se préparer à se passer et même à aller contre les directions syndicales et des partis de gauche, proposer quand c'est possible des comités de grève dans les boîtes en lutte et regrouper dès maintenant des militant(e)s capables de disputer la direction des grèves aux bureaucrates syndicaux.

Stéphane Julien : Peut-on faire un parallèle avec les attaques régulières contre la Sécu où l'on met en avant le « trou », sans guère parler du coût des exonérations patronales, en vue de faire place aux complémentaires concurrentielles ? Allons-nous vers la privatisation des retraites par capitalisation ? Vers un système de retraites à deux vitesses ?

Camille Boudjak : Aujourd'hui, ce que veulent les capitalistes ce n'est pas des ouvriers de 65 ou 70 ans. Dans le bâtiment, la métallurgie et même dans les services, la politique du patronat c'est de virer les salariés d'un certain âge. Que l'on propose d'augmenter l'âge de la retraite quand des millions de jeunes sont au chômage montre bien à quel point la société capitaliste marche sur la tête !

Ce qui fait chier les capitalistes, c'est que les fonds de la Sécu et de la retraites, c'est des milliards, plus que le budget de l'État, qui ne « profitent » à aucun bourgeois. Quel travailleur peut espérer cotiser 42, voire 45 ans ? Comment l'imaginer quand à cause des études ou du chômage on n'entre sur le marché du travail qu'à 25 ans ? En fait, leur but c'est de liquider la retraite actuelle (et de pousser les travailleurs qui le peuvent à prendre des « fonds de retraites » vers les banques et compagnies d'assurance. Et là, ce fric pourra être placé, joué en bourse, bref rapporter, profiter à des capitalistes. Mais bien sûr, en cas de dévaluation ou de crise, tout cet argent mis de côté peut disparaître pour le travailleur. On a vu récemment aux USA et ailleurs comment des familles de salarié(e)s, et même des salarié(e)s qualifié(e)s comme des profs de fac, on pu se retrouver brusquement à la rue.

Nicolas Dessaux : Entièrement d'accord. Quand on examine le discours officiel sur les retraites, une question revient fréquemment, celles de « l'emploi des seniors », de comment inciter les entreprises à les embaucher. En clair, ils savent très bien que les entreprises n'ont pas spécialement envie de recruter ou même de conserver les « vieux » salariés. Il est également curieux de voir que les calculs du Conseil d'orientation des retraites considèrent le taux de chômage actuel comme un maximum. Tous leurs scénarios sont fondés sur le taux actuel, ou des taux inférieurs. Ça, c'est un calcul complètement idéologique, pour éviter d'avouer que le chômage pourrait encore augmenter. A partir de là, tous les calculs sont faussés. Ils vont simplement augmenter le nombre de chômeurs âgés, qui ne sont ni salariés, ni retraités.

Effectivement, plus le système de retraites sera déficient, plus les travailleurs vont devoir se tourner vers les caisses privées, les fonds de pension, comme c'est déjà le cas pour les mutuelles, qui doivent leur prospérité à la casse de la Sécu. L'enjeu financier est considérable : les fameux fonds de pension américains, qui sont des caisses de retraite privées, ont fait beaucoup parler d'eux à cause de leur impact sur les marchés financiers. Ils ont investis massivement dans des produits financiers « toxiques », dont le cours s'est effondré au moment même où ils devaient commencer à verser des retraites. Pour les capitalistes, les retraites, c'est d'abord une masse de fric sur laquelle ils veulent faire main basse.

Il y a exactement un siècle, en 1910, la CGT et l'aile guesdiste de la SFIO avaient milité contre une loi des retraites ouvrières, dénonçant à la fois la capitalisation, les cotisations obligatoires, l'âge trop tardif (65 ans) et le taux versé trop faible, réclamant plutôt un « droit » à l'assurance-vieillesse. Quel système de retraite les travailleurs doivent-ils défendre sous le capitalisme ?

Camille Boudjak : La base de nos revendications doit être ce dont nous avons besoin pour vivre décemment, pas ce que le capitalisme pourrait ou non accepter de nous offrir. Nous ne sommes plus dans la période des 30 glorieuses où la bourgeoisie acceptait de lâcher des miettes pour maintenir


Auch, le 24 juin 2010, manifestation unitaire pour défendre les retraites



une certaine paix sociale. Aujourd'hui, la moindre miette veut dire un vrai rapport de force. Mais ce n'est pas parce que c'est la crise, que la bourgeoisie ne peut rien lâcher. En 1936 aussi c'était la crise.

A mon avis, il faut déjà mettre en avant le refus de toute régression. Parce qu'on en est là. Les luttes aujourd'hui sont défensives, c'est la bourgeoisie qui est à l'offensive et sur tous les fronts. Après, je crois que pour mobiliser il faut un programme revendicatif qui dépasse les retraites. Pour bien des jeunes travailleurs, touchés par le chômage, le travail précaire, les bas salaires, la souffrance quotidienne au travail, la retraite c'est loin et ils ont des problèmes très concrets à résoudre tout de suite.

Nicolas Dessaux : Cela peut sembler un point d'histoire, mais je crois en effet que c'est une question importante. La question de la retraite était une vieille revendication ouvrière. Il existait déjà, avant la loi de 1910, des caisses de retraites syndicales, liées à une entreprise ou une profession, et des mutuelles professionnelles. Les travailleurs avaient pris en main leur avenir, sans le confier à qui que ce soit d'autre. Mais cela n'allait pas sans difficultés : plusieurs mutuelles ont fait faillite, privant ceux qui avaient cotisés de leurs droits, et le courant mutualiste, dominé par les réformistes (rien d'étonnant à cela, puisqu'ils inscrivaient son action dans le temps, non dans l'urgence de la révolution), souhaitait que l'état se porte garant en cas de défaillance. D'un autre côté, certains patrons avaient mis en place leurs propres caisses de retraite : ils s'en servaient comme d'un instrument de contrôle des ouvriers, puisque seuls les plus « méritants », c'est-à-dire les plus dociles, y avaient droit. A une époque où la main d'œuvre était très mobile, où les meilleurs ouvriers trouvaient facilement du travail ou fondaient leur propre atelier, c'était aussi un moyen de les fixer. On leur promettait une retraite au bout de 30 ans, puis on les mettait à la porte au bout de 28...

En 1910, la CGT était encore un syndicat révolutionnaire, très hostile à l'état et à toute forme d'intégration de classe ouvrière. Son aile réformiste, qui semblerait aujourd'hui radicale à bien des « révolutionnaires », était minoritaire. Dans la SFIO, non seulement les guesdistes, mais l'aile la plus radicale représentée par la Guerre sociale, étaient également de farouches défenseurs de l'autonomie ouvrière. La Jeune garde et son Organisation de combat, où se retrouvaient communistes et anarchistes, se préparaient concrètement à l'insurrection et pratiquaient le sabotage, notamment en sectionnant les câbles d'alimentation électrique des usines. La Révolution bouillonnait, et c'est pour cela que tous ceux qui craignaient cette Révolution étaient prêts à des concessions. Ils le disaient sans se cacher : accorder la loi sur les retraites était un moyen d'éteindre la colère ouvrière. De leur côté, les révolutionnaires considéraient que c'était un faux problème, puisque le communisme était à l'ordre du jour.

En effet, la retraite au sens où nous l'entendons est liée à l'existence du capitalisme. C'est une protection pour les travailleurs dans ce système, une garantie de pouvoir un jour en finir avec leur boulot sans être à la rue. Mais si on réfléchit un peu à la façon de poser la question dans une société communiste, on s'aperçoit qu'il est possible de la résoudre très différemment. Dans le capitalisme, on n'a pas toujours la chance de choisir son travail ; on ne peut pas changer de boite facilement, surtout en période de chômage ; reprendre une formation, changer de métier, nécessitent des sacrifices souvent impossibles ; le boulot est fatiguant, pour le corps et pour l'esprit, surtout quand on doit subir une hiérarchie imbécile, des horaires ou des rythmes intenables. Les capitalistes ont besoin de fixer la main-d'œuvre, de la contrôler, de briser sa volonté, son humanité même, pour engranger leurs profits. La retraite protège de tout cela, mais le prix en est lourd, parce que le travail est souvent le seul lieu de socialisation : beaucoup de retraités sont vite isolés, s'ennuient et se replient. Dans la société capitaliste, on lie l'utilité sociale à la productivité, et les retraités se sentent inutiles parce qu'ils ne sont plus productifs. Et puis, c'est toujours une chute du niveau de vie, surtout si on n'a pas eu la possibilité de cotiser pour une caisse complémentaire.

« Les capitalistes ont besoin de fixer la main-d'oeuvre, de la contrôler, de briser sa volonté, son humanité même, pour engranger leurs profits. »

Le communisme, au véritable sens du terme, est très différent, puisque la notion même de profit disparaît. Dans une société communiste, on peut choisir son métier, se former, changer quand on ressent l'envie, changer de boite si on préfère l'ambiance, la méthode, ou tout autre critère. Le principe essentiel, c'est « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Donc, c'est à chacun de sentir s'il est fatigué, s'il a envie de s'arrêter de bosser par ce qu'il se sent trop âgé, ou de réduire son activité pour un rythme mieux adapté à ses possibilités physiques, à son endurance, à sa santé. Il n'y a ni raison d'empêcher quelqu'un de partir, ni de l'obliger à rester, et ça ne change rien au niveau de vie : la société doit subvenir aux besoins de tous ses membres. Si une personne trouve qu'elle a encore envie de travailler, parce qu'elle aime ça, parce qu'elle s'entend bien avec ses collègues, parce qu'elle n'a pas envie de faire autre chose, elle doit pouvoir le faire dans de bonnes conditions, en adaptant ses tâches. Et si elle trouve qu'il est temps de passer à autre chose, c'est son droit également. Je ne crois pas, bien au contraire, que cela encouragera les gens à en faire le moins possible. Seuls les idéologues du capitalisme croient que leur système encourage les gens à travailler, alors qu'il les incite plutôt à trouver tous les moyens possibles de diminuer la pression. Quand Marx parle de l'abolition du travail, il ne veut pas dire qu'on ne va plus rien faire, que tout ce qui est nécessaire à la vie va soudain tomber du ciel, mais plutôt que toutes les humiliations qui transforment l'activité productrice en travail capitaliste et l'être humain en travailleur exploité doivent disparaître.

Or, ce que contestaient nos ancêtres révolutionnaires, voici un siècle, lors de la loi sur les retraites, c'est bien cela : elles sont payées par les ouvriers eux-mêmes, alors qu'ils avaient déjà des salaires de misère et des conditions de travail éprouvantes. Que ce soit sous la forme de capitalisation, de cotisation, d'impôt, cela revient fondamentalement au

même, parce que toute la richesse est produite par la classe ouvrière elle-même. On peut toujours baptiser « charges patronales » une partie du salaire pour faire croire que c'est le patron qui la paye, ou vouloir « taxer les riches », ce sont les travailleurs vont payer, parce que cet argent est le produit de leur travail, de leur exploitation. Tout au plus, ils le payeront une seconde fois dans la hausse des prix que cela engendre, puisque le capitaliste va simplement répercuter, à plus ou moins long terme, cette hausse du coût du travail dans le coût de production de ses marchandises. Cela, les communistes, les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes d'il y a un siècle le savaient bien, et c'est pour cela qu'aux solutions proposées par la bourgeoisie ou par les réformistes, ils opposaient le droit à l'assurance-vieillesse, c'est-à-dire le devoir pour la société de s'occuper de tous ses membres. Je crois qu'il est important d'avoir tout cela en tête, quand on parle des retraites. Oui, c'est une conquête de la lutte des classes, mais il faut comprendre dans quelles conditions, et pourquoi la bourgeoisie les a accordé, comme elle a accordé d'autres réformes : pour briser la révolution, pour briser l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière.

Stéphane Julien : Un des points qui posent problème dans la lutte actuelle, c'est la difficulté de mots d'ordre unifiants entre travailleurs du privé et travailleurs de l'Etat. Les acquis ne sont pas forcément les mêmes (une « pension » n'était pas la même chose qu'une « retraite »), certains intérêts ponctuels non plus (un calcul du taux sur la paie des 6 derniers mois est généralement avantageux pour un fonctionnaire dont la carrière progresse à l'ancienneté, mais c'est loin d'être forcément le calcul le plus avantageux pour un travailleur du privé à la carrière plus « accidentée »). Comment résoudre au mieux, sur la question des retraites comme pour d'autres dossiers chaque fois que le problème se pose, la nécessité de revendications unifiantes pour les luttes ?

Camille Boudjak : Je reprends ce que je disais juste avant. Tu parles des différences public/privé, mais il faut aussi unir les travailleurs de tout âge. Pour un ouvrier de 30 ans, qui ne sait pas s'il n'est pas le prochain sur le plan de licenciement, et/ou pour qui chaque jour où il doit aller au boulot est vécu comme une souffrance, pour qui le salaire ne suffit pas à joindre les deux bouts, la retraite c'est loin et ce n'est pas le plus urgent. Le monde du travail, le salariat, en France en ce début de 21ème siècle, c'est des travailleurs qui se suicident tellement ils souffrent au boulot ! A mon avis, les revendications unifiantes, ce serait le refus de tout licenciement, la hausse des salaires (1500 euros minimum dès aujourd'hui), l'embauche en CDI des précaires et des embauches massives tant pour lutter contre le chômage que pour réduire le stress et les cadences au travail, la réduction du temps de travail, etc. Mais je me demande si le réformisme, même radical, a encore une perspective aujourd'hui. Je crois qu'il faut avancer les revendications sur la base que chaque travailleur, chaque être humain, doit avoir une vie décente, sans crainte du chômage et sans crever au travail, et que nous avons les moyens technologiques, humains, culturels pour une telle vie ! La question n'est pas de savoir ce que la bourgeoisie est prête à nous accorder mais ce dont nous avons besoin, et se préparer à ce qui aujourd'hui est de plus en plus nécessaire, le renversement de la bourgeoisie, la destruction de ce système inhumain qu'est le système capitaliste, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière pour construire le socialisme, bref la révolution.

Nicolas Dessaux : La complexité de la situation ne s'arrête pas à la division public / privé, même si elle joue en France un rôle très important, du fait de l'importance du secteur public. Il y a d'abord une division emplois précaires / emplois stables, qui me semble très importante dans la situation actuelle. Pour une personne qui n'a connu qu'une longue alternance de chômage non rémunéré et de jobs pas toujours déclarés, qui a passé des années à la fac sans boulot à la clef, ou qui n'a jamais travaillé, le droit à la retraite, l'âge de la retraite, ça ne veux pas dire grand chose. Pour toute une génération a qui on a martelé : « de toute façon, il n'y aura pas de retraites pour vous, pas d'argent pour la payer », ca n'est pas très parlant non plus. Même pour ceux qui bossent aujourd'hui, à qui ont dit : « vous, vous bossez pour payer la retraite de vos aînés, mais ne comptez pas en avoir une un jour », ça semble un combat déjà perdu. La propagande politique, mise en place depuis longtemps, a joué son rôle. Pour toutes les femmes qui savent qu'elles n'auront jamais une retraite complète, parce qu'elles ont arrêté de bosser une partie de leur vie, les 37,5 annuités sont plutôt synonymes d'inégalité qu'autre chose, même s'il y a eu des acquis sur ce plan. Pour défendre les retraites, il faut déjà penser qu'on en aura une et que ça vaut le coup de se battre pour la garder. Donc, la première division passe entre ceux pour qui la retraite est une réalité concrète, et ceux pour lesquels les retraités et futurs retraités sont déjà des "privilégiés". Là dessus, les slogans syndicaux passent à côté des vrais problèmes, quand bien même ils l'abordent avec lucidité dans leurs analyses.

Ensuite, il y a la complexité des systèmes de retraites, qui est décourageante. Le film Mammuth exprime très bien ce problème : Serge, le personnage joué par Gérard Depardieu, est un ouvrier qui part en retraite. Pour faire avoir ses droits, il doit sillonner la région à moto pour retrouver des feuilles de paie manquantes, des attestations de ses anciens employeurs depuis 40 ans, et tout est compliqué, bureaucratique, incompréhensible... Il ne reste plus qu'à vendre sa moto pour « racheter » ses trimestres manquants. Cette situation, bien des retraités la connaissent, et même pour les organismes sociaux, ces nombreux « polypensionnés » sont complexes à gérer. Pour beaucoup de salariés, savoir à quel âge ils pourront partir, combien ils auront, comment ça va se passer, est un mystère. Quand ils commencent à s'en soucier, il est déjà tard pour penser aux retraites complémentaires, aux papiers à conserver, et ainsi de suite. Le système est organisé de telle manière qu'il faudrait commencer à penser à la retraite en même temps que l'inscription à la crèche ! Ca aussi, cette complexité, est un frein à la mobilisation, parce que les débats et leurs enjeux, les subtiles divergences entre les propositions des différents syndicats, les déclarations politiques, sont difficiles à évaluer lorsque chacun les compare à sa situation personnelle. Est-ce que cette solution est bonne ou mauvaise pour moi ? Est-ce que ça me donne une meilleure garantie pour quand je serais vieux ? Tout cela est réellement difficile à saisir. C'est pour cela que les débats se focalisent sur le départ à 60 ans, parce que c'est un repère social simple et clair – alors que dans la réalité, l'âge moyen de départ est plus âgé.

Les « régimes spéciaux » sont un autre axe de division. Le gouvernement le sait bien, puisqu'il a déjà annoncé qu'ils n'y toucheront pas – ce qui signifie, dans leur langage, qu'ils les réformeront plus tard, séparément, afin de saucissonner les luttes en évitant de provoquer les catégories professionnelles les mieux organisés et les plus combatifs. Ce sont des conquêtes sociales précisément liées à cette organisation et cette combativité, qui avaient autrefois le mérite de proposer des points de repères, de montrer ce qu'il était possible de gagner. Mais les gouvernements successifs ont su jouer de cette division, en dénonçant les « privilèges » des régimes spéciaux pour les opposer aux autres salariés. La division public / privé est du même registre, de ce point de vue : elle structure fortement les représentations sociales en France et fait souvent apparaître les mouvements sociaux comme la défense d'avantage catégoriels, supportés par les autres travailleurs par le biais des impôts. Les syndicats de fonctionnaires et les organisations de gauche jouent d'ailleurs volontiers ce jeu-là, avec le discours sur les "services publics", qui seraient « utiles à tous » – comme-ci construire des maisons, produire de la nourriture ou fabriquer de la lessive était inutile et ne servait à personne... je ne rentrerais pas ici dans une critique plus détaillée de la notion de « service public », car ce qui est important pour la question des retraites, c'est de voir comment le gouvernement et le patronat utilisent ces axes de division comme autant de freins à la mobilisation. Il est de leur intérêt que les salariés soient séparés en une multitude de catégories régies selon des modalités administratives et légales différentes : cela rend l'unité des luttes plus difficile.

Il est facile de comprendre pourquoi chacun se bat pour conserver ce qu'il a déjà, à condition d'avoir quelque chose. Mais comme chacun a, dans cette société, des droits différents, cela conduit à être battu chacun dans son coin. De plus, nous nous trouvons placés dans une situation de luttes défensives, qui est, sans jeu de mots, une perpétuelle retraite dans la guerre de classe. Pour être unifiantes, des revendications doivent être simples, claires et « tomber sous le sens ». Comme je l'ai dit, la retraite à 60 ans est un repère social important. Donc, nous pouvons demander que ce soit vraiment le cas, c'est-à-dire que ce soit l'âge auquel on a le droit de s'arrêter, quelque soit les aléas de sa carrière, quelque soit le temps où l'on a effectivement bossé. Cela résout toutes les questions de savoir s'il faut prendre en compte les années d'études, de congé parental, de chômage et ainsi de suite.

C'est la manière dont nous devons aborder les revendications immédiates : si nous rentrons dans le jeu du « réalisme », si nous prenons en considération les impératifs économiques tels que les patrons et le gouvernement nous les présentent, alors il ne nous reste plus qu'à accepter leurs conclusions. La journée de 8 heures, les congés payés, toutes sortes d'acquis qui nous semblent aujourd'hui des évidences, étaient dénoncés comme irréalistes autrefois, les patrons et leurs idéologues démontraient par toutes sortes de chiffres et d'arguments que cela ne marcherait jamais. Nous les avons gagnées. Il faut nous fonder uniquement sur nos besoins, sans nous soucier des leurs. C'est ça, le communisme en marche.


Paris, 16 octobre 2010

Un mouvement qui s'éveille !

13/09/2010

Camille Boudjak

Dans toute la France, les manifestations et les grèves du 7 septembre ont été massives. Dans toutes les villes, les manifestations ont été exceptionnelles, jusqu'à près de 3 millions de personnes selon les organisations syndicales, c'est-à-dire une mobilisation supérieure à celle du 24 juin 2010 sur le même thème (2 millions de manifestants selon les syndicats, 800.000 selon la police), mais aussi aux mobilisations de 1995, contre le plan Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale, et de 2003, sur les retraites (respectivement 2,2 et 2 millions de manifestants, selon les chiffres de la CGT).

Plus qu'une nouvelle journée de mobilisation réussie, on sent aussi un certain climat dans le monde du travail. Bien des travailleuses et des travailleurs veulent lutter vraiment, aller vers un mouvement d'ensemble, une grève générale illimitée. Ainsi le 7 septembre, les ouvriers des raffineries Total à Donges (Loire-Atlantique) et Grandpuits (Seine-et-Marne) ont décidé mardi de prolonger la journée de grève. A Grandpuits, la grève a été prolongée de 24 heures et à Donges de 48 heures. Les confédérations syndicales appellent d'ores et déjà à une nouvelle journée le 23 septembre, ce qui provoque de nombreux débats houleux au sein des structures de la CGT, la principale organisation ouvrière française, où bien des structures voulaient une journée de grève le 15, jour du vote du projet de loi à l'assemblée. Du côté du gouvernement, la fin de la retraite à 60 ans et son passage à 62 ans a été votée par les députés le 10 septembre, mais cela ne signifie en rien une défaite définitive du mouvement. Le CPE aussi avait été voté avant que la lutte n'impose son abrogation. Ce qu'un groupe de politiciens décide, la puissance des travailleuses et des travailleurs peut le briser.

Dans ce contexte, plusieurs équipes syndicales lancent des appels ou déposent des préavis de grève qui dépassent le cadre des journées d'actions espacées. SUD Collectivités Territoriales a déposé un préavis de grève du 15 au 23 septembre. En Loire-Atlantique, la FSU, Solidaires et Force Ouvrière appellent à une manifestation le 15 septembre, et insistent pour que le 23 septembre « s'inscrive dans la perspective d'une grève généralisée. Le communiqué commun précise que le projet n'est « ni amendable, ni négociable ». En Ile-de-France, une assemblée générale le 7 septembre (qui a réuni des représentants de 13 Collèges, de 13 Lycées, de 12 villes et de l'INSEE, de la PJJ et de Peugeot SA La Garenne Colombes (92), et des syndicats Snuipp-FSU 75, SUD Education Paris, Créteil, Versailles et de la CGT Educ'action 93 et 92) s'est prononcée pour le soutien aux décisions de reconduire la grève votée dans l'AG des grévistes 1er degré de Paris à partir du 14 septembre et de l'AG de Gennevilliers à partir du 13 septembre. A la SNCF, les fédération SUD-Rail et Force Ouvrière appellent à une grève reconductible dès le 22. A la RATP, les syndicats CGT, UNSA, CFDT, Indépendants, CGC et CFTC appellent à une grève de 24 heures le 23 septembre, mais soulignent dans un communiqué commun qu'à « la lumière des évolutions éventuelles au niveau national » ils ne « s'interdisent pas de s'inscrire dans une forme d'action reconductible ». Dans l'Ile de la Réunion, les syndicats FSU et CGTR de l'éducation appellent à une mobilisation « jusqu'au retrait du projet ».

Volonté de lutte et bureaucratie syndicale

Ces quelques exemples témoignent de la volonté d'une partie non-négligeable du monde du travail de se lancer dans un mouvement d'ensemble pour affronter le gouvernement et le patronat. La question du départ à la retraite à 60 ans est celle qui cristallise un mécontentement plus général de la classe ouvrière. Soulignons que le jour même où les députés votaient la fin de la retraite à 60 ans, on apprenait que cinq salariés s'étaient suicidés ces deux dernières semaines à France Télécom. Voilà bien la réalité du salariat en France aujourd'hui : on veut nous faire bosser plus longtemps dans des conditions de plus en plus inhumaines et insupportables, avec des salaires qui ne nous permettent même pas une vie décente et des menaces permanentes de licenciement ! On veut nous faire travailler plus longtemps alors que des millions de jeunes et de moins jeunes n'ont pas d'autres perspectives que l'ANPE ou, au mieux, un contrat précaire. C'est bien tout cela qu'il y a dans la tête de chaque travailleuse et de chaque travailleur lorsqu'il s'agit de descendre dans la rue et de se mettre en grève sur la question de la retraite.

Loin de mettre en avant des mots d'ordre clairs, comme le retrait de la loi et la garantie pour chaque être humain de pouvoir vivre décemment sans travailler à partir de 60 ans, les directions syndicales, dans leur lettre ouverte à Sarkozy et à Fillon, semble implorer le gouvernement à leur donner quelques miettes lors d'une nouvelle négociation. Un scénario semble déjà se dessiner dans les intersyndicales nationales : la CFDT attend la première « avancée » pour signer un accord, la CGT dénoncera cette signature tout en expliquant à sa base qu'à cause du départ de la CFDT de l'intersyndicale la lutte devient impossible, et enfin SUD et FO qui lancent des appels à la grève générale reconductible dans le but de vendre quelques cartes mais sans chercher à construire le rapport de force. Va-t-on, encore une fois, revivre ce même scénario ?

Construire le rapport de force vers la grève générale reconductible !

Dans le contexte actuel, une partie de la gauche syndicale recommence une stratégie, rejouée à chaque mouvement social, et qui n'a jamais porté ses fruits. Lors des manifestations et des journées d'action, il s'agit d'implorer les bureaucraties syndicales d'appeler à la grève générale, puis, lors de ce qui est parfois appelé « Assemblées Générales Interpro » de déplorer que cet appel n'est pas suivi et dénoncer la nouvelle trahison des dirigeants syndicaux. Soyons clairs : on peut les implorer, les dénoncer

ou les supplier, les directions des syndicats ne construirons pas un mouvement d'ensemble du monde du travail, mouvement dont elles ne veulent surtout pas. Compter sur les directions syndicales pour construire le nécessaire coup de colère du monde du travail, c'est finalement tout aussi illusoire que compter sur l'église catholique pour combattre l'homophobie. A l'inverse, qu'il s'agisse de juin 1936 ou de mai 1968, ces deux grèves générales n'ont jamais été appelées par les syndicats. Et quitte à rappeler des évidences, une grève, qu'elle soit générale ou non, illimitée ou non, ne se construit pas dans des « AG interpro » qui rassemblent une poignée de militants convaincus, mais dans nos lieux de travail. Pour qu'une AG interpro existe, il faut déjà qu'existent des assemblées générales par entreprise ou secteur d'activité. C'est dans ce sens-là que se construit un mouvement, depuis l'atelier ou le service vers l'ensemble du monde du travail et non pas l'inverse.

Aussi, pour construire ce rapport de force, pour aller vers cette grève générale, la première tâche de chaque militant et militante doit être de mobiliser ses collègues, d'organiser des AG dans son lieu de travail, et si la grève illimitée peut y être décidée, de constituer un comité de grève, élu, révocable et contrôlé par l'ensemble des travailleuses et des travailleurs de la boîte, syndiqué(e)s ou non. Parmi les évidences toujours, et sans mépris pour aucune catégorie de salarié(e)s, il existe des secteurs plus stratégiques que d'autres. La décision de partir en grève illimitée dans des grandes usines, dans les transports ou dans les raffineries n'est pas équivalente à la même décision prise par des enseignant(e)s. Si on compare 1995 (qui aboutit à une victoire pour les salariés) et 2003 (qui s'est soldé par une défaite), dans le premier cas, ce sont les cheminots qui ont joué le rôle de moteur du mouvement alors qu'en 2003 ce sont les salarié (e)s de l'éducation.

Bloquer les transports, par la grève, c'est bloquer l'économie, il en serait de même si c'étaient les ouvriers des raffineries, par exemple, qui se mettaient en grève illimitée. Dire cela, ce n'est pas appeler les salarié(e)s de secteurs moins stratégiques à ne rien faire et à attendre passivement que d'autres se mettent en lutte. Un intérêt du vote de la grève illimitée, c'est de donner du temps à chaque gréviste, libéré ainsi du travail salarié, pour devenir un militant de la grève et de militer pour son extension. Lors du mouvement contre le CPE, un des éléments qui a permis la victoire c'est que des jeunes soient allés discuter avec les travailleurs aux portes des entreprises et ont fait en sorte que le mouvement ne reste pas cantonner au lycées, LEP et universités et touche aussi le monde du travail.

Voilà en gros les deux axes qui devraient mobiliser l'énergie de celles et ceux qui veulent aller aujourd'hui, vers la grève générale illimitée. Dans un premier temps, mobiliser dans sa propre boîte les collègues, faire du 23 septembre un succès et si on est dans un secteur ou une entreprise où la grève illimitée est décidée, utiliser ce temps disponible pour travailler à l'extension du mouvement en allant vers les autres secteurs du monde du travail.

Paris, 2 octobre 2010



Moi, la retraite, je suis pas prêt d'en avoir une

16/09/2010

Nicolas Dessaux

Depuis plusieurs années, le mouvement pour défendre le droit à la retraite s'est focalisé sur un chiffre : « 37,5 annuités ». Personne n'ose présenter ce chiffre comme un idéal, mais plutôt comme le symbole de ce qui avait été acquis, de ce pour quoi on s'était battu et on allait continuer à se battre.

Dès qu'on se penche sur la question des retraites, cette question des annuités pose un problème de fond, parce que les conceptions sur lesquelles elles sont basées sont discutables. Considérer qu'il faut avoir travaillé un certain temps pour avoir le droit de bénéficier d'une retraite, semble acceptable comme forme de solidarité entre salariés au sein d'un système capitaliste, à condition que chacun et chacune aie la possibilité d'atteindre ce nombre d'années, « d'annuités ».

Or, c'est l'inverse qui se produit, bien sûr. Si on galère pour trouver du boulot, si on bosse au black, si on est précaire, chômeur en fin de droit, travailleur sans-papiers, si on commencé à bosser tard après des études longues si on s'est arrêtée de travailler pour élever ses enfants – et là, ce sont presque toujours les femmes – les 37,5 annuités sont un objectif inatteignable, un véritable « plafond de verre ». Chaque hausse de l'âge de la retraite accentue cet effet, mais ne change pas grand-chose à l'impression décourageante que cela produit.

« Il faut revendiquer la retraite à 60 ans ou 55 ans dans les secteurs concernés, indépendamment de toute référence au nombre d'années de travail, avec un montant qui ne soit en aucun cas inférieur au salaire minimum. »

Nous voulons avoir une retraite parce qu'on espère un jour ne plus être obligé d'aller travailler, qu'on a envie de profiter de son temps, et faire autre chose que sa vie à la gagner. On veut des retraites parce qu'à un certain âge, on fatigue, on est cassé physiquement et souvent moralement, on en peut plus d'attendre que ça s'arrête. Avoir un âge comme horizon, ça n'est peut être pas très enthousiasmant, mais ça fixe un repère. C'est pour ça que la question de l'âge de départ est ressentie de manière plus vive que celle des annuités, trop technique.

Il existe un grand décalage entre l'idée commune qu'on se fait de la retraite et sa réalité pratique, surtout quand on se trouve dans l'un des cas dont je viens de parler – c'est-àdire, pour la majorité des gens. Quand on parle de retraite à 60 ans, ça semble assez simple et évident : quand on a atteint l'âge, on s'arrête de travailler et on reçoit de l'argent pour vivre « une retraite bien méritée ». Même chose, quand on parle de retraites à 55 ans, parce qu'on comprend bien que certains métiers sont plus fatigants, demandent plus d'énergie, de concentration, ou usent plus vite la santé. Mais dès qu'on découvre le système des annuités, on déchante. Ca ne fonctionne pas du tout comme ça. On vient de découvrir le plafond de verre : audessus de soi, ça a l'air très beau, mais on ne pourra jamais y aller.

Qu'est-ce que nous avons à répondre à celle ou celui qui nous dit : « Moi, la retraite, je suis pas prêt d'en voir une… » ? Cette personne, ces personnes, nous en connaissons toutes et tous, même quand on n'est pas soimême directement concernés.

On peut discuter longuement des circonstances historiques pour lesquelles on a mis en place le système des annuités. Mais aujourd'hui, on doit bien constater qu'il est devenu source d'inégalité plutôt que d'égalité et de bien-être. Nous voulons le retrait de la reforme sur les retraites, parce qu'elle accentue cette inégalité, mais ça ne nous interdit pas de discuter de ce que nous voulons à la place.

Il faut poser la question autrement. Les salariés ont le droit de s'arrêter à un certain âge, quelque soit leur carrière, les galères qu'ils ont connus, les interruptions. Les personnes âgées ont le droit de vivre décemment – et on ne peut pas imaginer une vie décente avec une pension dont le montant serait inférieur au salaire minimum, au SMIC, puisqu'il est précisément défini comme le minimum nécessaire pour vivre. Fonder la retraite sur le salaire, alors que les femmes touchent toujours un salaire inférieur aux hommes, c'est perpétuer l'inégalité. Donc, il faut revendiquer la retraite à 60 ans ou 55 ans dans les secteurs concernés, indépendamment de toute référence au nombre d'années de travail, avec un montant qui ne soit en aucun cas inférieur au salaire minimum. C'est une revendication communiste, fondée sur un idéal d'égalité et de solidarité.

Le socialisme est possible en Europe, dès aujourd’hui

19/09/2010

Stéphane Julien, Nicolas Dessaux

Stéphane Julien : Chaque fois qu’un mouvement social de grande ampleur ces dernières années se heurte à l’obstination gouvernementale, et on pense forcément au mouvement contre la précédente « réforme » des retraites en mai-juin 2003, on entend dire qu’il « manque des perspectives politiques ». Non seulement ça sert d’excuse à l’incurie syndicale, mais ça propose en gros de déserter la rue pour attendre les prochaines élections. Mais la gauche parlementaire, qui ne revient jamais sur les saloperies votées par la droite, ne propose dans tous les dossiers que des variantes dans une même logique. Alors oui, dans ce sens, c’est sûr qu’il manque des perspectives. Que ce gouvernement parte ou qu’il pourrisse sur pied, quel projet de société vraiment alternatif les communistes-ouvriers peuvent-ils mettre en avant pour demain et après-demain ?

Nicolas Dessaux : Nous faisons face, aujourd’hui, à un gouvernement très déterminé à briser le mouvement, malgré quelques maigres concessions préparées à l’avance. Il a besoin de briser la résistance sociale afin d’avoir les mains libres pour ses « réformes » et pour cela, il doit afficher la plus grande indifférence envers les manifestations. C’est le sens des déclarations telles que « quand il y a une grève en France, plus personne ne s’en aperçoit ». Les multiples dispositifs antigrève, la pression au licenciement pour les salariés du privé, la répression policière et judiciaire extrêmement brutale au moindre « débordement », les arrangements avec les directions syndicales pour assurer la division du mouvement, vont dans ce sens : rendre les mouvements sociaux inopérants, quelque soit leur importance.

« Il est temps de remettre le communisme au coeur du débat politique, au coeur de la société, d’affronter le capitalisme non pas seulement en « résistant », mais en attaquant, en montrant qu’il existe une véritable alternative, un autre projet de société. »

En soi, c’est juste de considérer qu’il « manque des perspectives politiques », à condition, justement, de bien dire de quoi on parle et d’en proposer. Chaque fois qu’un mouvement social prend de l’ampleur, les slogans se font de plus en plus politiques. On commence par brandir des pancartes pour les retraites, et très vite, on demande la démission de Woerth, de Sarkozy, du gouvernement. Au cœur du mouvement, cela peut provoquer une crise politique, dont on connaît les symptômes : une partie de la majorité commence à flancher, à critiquer le gouvernement, celui-ci semble perdre confiance. Mais à ce stade, le mouvement ressent comme une gène, parce que chacun connaît la suite de l’histoire : si vraiment le gouvernement tombait, qu’est-ce qui se passerait ? Des élections anticipées ? La « gauche » au pouvoir ? Pour quoi, pour quel projet de société ?

Les politiques font semblant de croire que les gens votent « pour eux ». En fait, la plupart du temps, ils votent contre celui d’en face, pas parce qu’ils croient que ça sera mieux, mais parce qu’ils se disent que ce sera moins pire. Tout le monde sait bien, depuis presque 30 ans, que le Parti socialiste mène une politique de droite, qu’il n’a jamais abrogé une « réforme » de droite, et que ses alliés au gouvernement ne valent guère mieux, mais seuls dans l’isoloir, les travailleurs se disent que ça vaut toujours mieux que la droite. Dans un mouvement social, c’est différent, on n’est pas seul à se demander si ça va être pire ou moins pire, mais « tous ensemble » contre le gouvernement. Tout le monde sait bien que ce n’est pas le retour de la gauche au pouvoir qui va changer les choses, pas cette gauche bourgeoise qui a oublié jusqu’au sens de mots comme « ouvrier », « classe ouvrière, « socialisme ».

Pour renverser le gouvernement, pour changer vraiment les choses, il faut un projet de société différent, il faut incarner une véritable transformation sociale. Ce projet existe, il est né au cœur de la classe ouvrière voici plus d’un siècle et demi, il n’a jamais autant été possible, jamais autant été d’actualité : c’est le communisme.

Le monde dans lequel nous vivons dispose de gigantesques capacités de production, capables d’éradiquer la faim dans le monde, de venir à bout de nombreuses maladies, de résoudre les problèmes écologiques et climatiques, d’en finir avec l’exploitation, de procurer une vie correcte et agréable à toute l’humanité. Mais pour cela, il faut reprendre en main ces capacités des mains des capitalistes. C’est le projet communiste. Pendant des décennies, on a essayé de nous expliquer que le communisme n’était pas possible, que le capitalisme était la seule alternative pour l’humanité. Mais le capitalisme a échoué à nous procurer une vie décente, il a partout montré son vrai visage : exploitation, crises, licenciements, vies gâchées, famines, épidémies,... Il est temps de remettre le communisme au cœur du débat politique, au cœur de la société, d’affronter le capitalisme non pas seulement en « résistant », mais en attaquant, en montrant qu’il existe une véritable alternative, un autre projet de société.

Vingt après la chute du bloc de l’Est, tout le monde sait que ces pays n’étaient pas socialistes, quelque soit le bilan que chacun puisse en tirer. Mais on peux constater une chose : de manière diffuse, confuse, paradoxale parfois, toutes celles

et ceux qui se révoltent contre ce système savent que le communisme est un projet positif. Alors, n'ayons pas peur de le dire, pas peur d'affirmer notre programme.

Le socialisme est possible en Europe, dès aujourd'hui. Ce n'est une idée pour l'an 3000, pas une utopie, pas un joli mot pour conclure les discours, c'est un projet pour maintenant, et le socialisme en Europe, c'est une base possible pour le communisme dans le monde, c'est-à-dire un monde uni, débarrassé de toutes les inégalités. Qu'est-ce que ça signifie ? Que si demain les travailleurs s'emparent du pouvoir et chassent les gouvernements, il est possible de réorganiser la société en confiant les entreprises aux travailleurs, d'abolir la bourse et toutes les institutions financières, d'en finir avec les discriminations, de transformer les conditions de vie pour établir une véritable égalité sociale. Les conditions matérielles existent sans conteste, les idées d'égalité, de liberté, de solidarité sont solidement ancrées dans les cœurs, la classe ouvrière a une longue expérience des luttes. Ce qui manque aujourd'hui, c'est effectivement une « perspective politique » qui ne se résume pas à « quel est le candidat le moins pire pour nous », mais la possibilité de choisir le communisme, de se battre pour le communisme.

« La révolution n'est pas seulement une pensée pour se donner du baume au coeur, c'est quelque chose de très concret, pour lequel il faut s'organiser de manière très concrète.»

Stéphane Julien : Quelques soient les formes de discours qui se plaquent dessus, il y a en gros deux façons de considérer une mobilisation de haut niveau dans un scénario apparemment bloqué (la rue face à un pouvoir verrouillé). Certains pensent que les gens vont en sortir dégoûtés et durablement démobilisés, d'autres que c'est justement le moyen de renforcer une conscience de classe, une conscience des limites étroites du système actuel. Qu'est-ce qui fait la différence ?

Nicolas Dessaux : Regardons la décennie qui se termine, au moins pour la France : grandes mobilisations « altermondialistes », manifestations spontanées contre Le Pen en 2002, manifestations massives contre la guerre en Irak, puis mouvement pour les retraites, prolongé par le mouvement des intermittents, en 2003, révoltes puis mouvement lycéen en 2005, mouvement étudiant, élargi en mouvement social, contre le CPE en 2006, mouvement des cheminots et mouvement étudiant en 2007, et depuis deux ans maintenant, manifestations régulières pour les retraites. Je pourrais ajouter les grèves importantes qui ont marqué la décennie, non seulement les mouvements radicaux contre les fermetures d'usines, mais aussi grèves dans des secteurs « nouveaux » comme la distribution ou la restauration rapide. Sans parler de la multitude de petits mouvements, de combats de boite, d'actions de lutte ou de résistance qui prennent d'autres formes, et qui sont la forme la plus ordinaire de la lutte des classes. Donc, même si les échecs pèsent lourds, même s'ils entraînent des démoralisations plus ou moins longues, on ne peut pas dire que les gens soient démobilisés. On constate plutôt, au cours de la décennie, une montée de radicalité dans les formes prises par les luttes.

Est-ce que les gens ont encore besoin de découvrir les limites du système ? Je ne crois pas. La plupart du temps, ils les connaissent fort bien. Ils savent qu'ils sont exploités, qu'ils sont harcelés, que leurs conditions de vie se détériorent et que, si on ne fait rien pour arrêter ça, ça sera pire pour les générations qui arrivent. Le problème n'est pas dans le diagnostic, mais dans le remède. Il faut retrouver confiance dans nos capacités à aller au-delà de ce blocage apparent, dans notre capacité à changer les choses, sortir de la culture de la « résistance » pour passer à celle de l'offensive sociale. Si le gouvernement ne réagit pas, si la situation est verrouillée, nous avons le droit de le renverser. La révolution n'est pas seulement une pensée pour se donner du baume au cœur, c'est quelque chose de très concret, pour lequel il faut s'organiser de manière très concrète.

Stéphane Julien : Est-ce que ces dernières années ne se dégage pas un problème nouveau, où la masse des salariés n'aurait pas encore intégré complètement toutes les implications de la crise et de la mondialisation capitaliste, à commencer par la nécessité d'une mobilisation forte et permanente pour sauver les acquis sociaux ?

Nicolas Dessaux : La lutte des classes, ce n'est pas une succession de mobilisations héroïques qui franchiraient chaque fois une nouvelle étape sur la route du socialisme. C'est plutôt un front permanent, une sorte de longue guerre d'usure dans laquelle se définit l'influence respective de chacune des classes de la société, qui se déroule chaque jour, et pas seulement sur le lieu de travail. D'une certaine manière, parler d' « acquis sociaux » est un abus de langage, précisément parce qu'ils ne sont jamais acquis : le patronat n'a qu'un seul soucis, c'est de les liquider dès qu'il ne peut, dès qu'ils ne servent plus ses besoins immédiats en termes de reproduction de la main d'œuvre, dès qu'ils ne lui sont plus nécessaires à acheter la paix sociale, ou dès qu'ils lui coûtent trop chers dans la concurrence entre capitalistes. C'est un abus de langage, aussi, parce que la plupart du temps, ce qu'on appelle acquis sociaux sont, historiquement, des concessions faites pour éviter la révolution qui grondait, pour prévenir l'insurrection. Ce n'est pas ça qui doit nous empêcher de les défendre, de se battre pour la sécurité sociale, le chômage indemnisé ou les retraites, parce qu'elles nous sont indispensables aujourd'hui, parce qu'elles représentent des valeurs de solidarité entre les travailleurs.

Quand on parle de crise ou de mondialisation capitaliste, on a trop souvent tendance à voir ça comme une fatalité, comme un mécanisme purement économique, en dehors de la lutte des classes. Or, si les patrons ont brisé l'industrie en Europe, licencié massivement, « restructuré », délocalisé, investi dans le monde entier, réparti la chaîne de production à l'échelle planétaire, c'est d'abord parce qu'ils ont du briser une classe ouvrière très combative dans les années 1970, que ce soit en Pologne, en Italie, en Grande-Bretagne, en France… Pour cela, ils l'ont brisée d'une manière bien plus efficace que toute répression, en détruisant une par une les « citadelles ouvrières », les grands bassins d'emplois, les grandes entreprises les plus impliquées dans les luttes, ou

tout simplement où le coût du travail était le plus élevé. Le chômage massif et les délocalisations profitent aux patrons en faisant baisser ce coût, et c'est pour ça que ce sont les mêmes entreprises qui font des bénéfices et qui licencient. Cela, les salariés le savent bien : quand on ferme une usine, quand une région entière est au chômage, quand tu as peur d'être licencié si tu ramène ta gueule, c'est parce qu'ailleurs dans le monde, des travailleurs bossent dans des conditions pire encore, ou crèvent dans la misère.

Les « implications » de cela, du point de vue des capitalistes, c'est de dire qu'il faut accepter chaque jour de voir se dégrader nos conditions de vie, sans d'ailleurs que ça améliore celle des autres, hormis la leur bien sûr. Du point de vue communiste-ouvrier, c'est le contraire, il faut à la fois se battre pour défendre ce qu'on a, pour aller plus loin, et pour les travailleurs du monde entier puisse faire de même. Mais surtout, il faut réussir à sortir de cette situation de résistance, où plutôt, de lent recul face à l'offensive capitaliste.

Stéphane Julien : Sur le dossier même des retraites il y a eu des défaites. Si on prend l'exemple de 2003, le bilan est pour le moins contrasté : si on a senti une vague de découragement et si la droite s'est perpétuée au pouvoir sans interruption depuis, il y a eu le mouvement contre le CPE en 2006 et les fortes mobilisations de 2009. Pour que la mobilisation s'affermisse et ne retombe pas dans le découragement, quels points d'appui considères-tu comme les plus sûrs ?

Nicolas Dessaux : Il me semble qu'on ne peut pas associer démoralisation et victoire de Sarkozy, sauf à penser que le retour de la « gauche » au pouvoir soit l'objectif fondamental du mouvement social. Ce ne sont pas, pour l'essentiel, les mêmes personnes qui votent pour Sarkozy et qui participent à la grève, et même s'il peut y en avoir, ils ne le font pas pour les mêmes raisons. Dans la grève, dans le mouvement social, la classe ouvrière manifeste son pouvoir selon ses propres formes, ses propres traditions, elle affronte la dictature capitaliste sur son terrain. Dans les élections, elle se trouve placé sur le terrain de l'état capitaliste, des apparences de choix qu'il lui octroie, des règles qu'il a défini. Comme tu le dis, les mobilisations qui se sont succédés depuis montrent que le découragement n'est ni total, ni de longue durée.

Ce qui est plus important, pour le mouvement contre les retraites, c'est que la stratégie d'usure des directions syndicales, avec leurs journées d'action mensuelles, n'a pas entamé la détermination des travailleurs, si l'on en juge les manifestations de juin et de septembre. Je suppose que les directions syndicales en déduisent la réussite de leur stratégie, mais je crois surtout que le mouvement actuel cristallise une colère d'ensemble, qui va bien au-delà des questions de tactiques syndicales sur les retraites. Derrière, c'est le coût de la vie, les licenciements, ce sont les scandales de la corruption du gouvernement, c'est son racisme affiché, qui sont en cause. C'est à la fois un potentiel et une limite pour le mouvement, pour le mouvement, parce qu'il ne peut pas se satisfaire de petites reculades d'un gouvernement dont il veut la peau.

Le premier « point d'appui », c'est bien sûr l'existence d'un mouvement social en profondeur, ancré dans les entreprises, aussi bien publiques que privées. On peut avoir les meilleurs slogans du monde, la meilleure vision de ce qu'il faudra faire aux étapes suivantes, tout ça ne sert à rien si on ne commence pas par construire méthodiquement le mouvement, dans chaque lieu de travail. Une « AG interpro », une « AG de ville », « AG de bassin », une « coordination » sont des outils extraordinaires dans la lutte, si elles regroupent des délégués de boites ou de secteurs (y compris les chômeurs, les précaires les étudiants,...) en lutte, si elles ont une véritable assise sociale. Sinon, ce sont des coquilles vides, certes d'une radicalité sympathique, mais sans moyens d'action. Donc, la première étape, c'est de bosser pour construire la grève, pour qu'elle soit effectivement générale. Il ne faut pas oublier que l'argument majeur des syndicats qui s'opposent aux appels à la grève générale ou à l'accélération du mouvement, c'est que « les travailleurs ne sont pas prêts à y aller ». Eh bien, notre boulot, c'est de montrer que c'est le contraire qui est vrai.

Ensuite, le second « point d'appui », c'est de réussir à sortir des circuits de manifestations habituels, lorsque la grève est effectivement en place au moins dans les secteurs les plus stratégiques. C'est ce qui s'est amorcé en 2003. Ca ne veut pas dire qu'il faut partir à l'aventure tous azimut : quand on décide d'une action, il faut le faire en connaissance de cause, avertir les participants des risques qu'ils encourent, être en mesure de les protéger si ça dérape, empêcher les violences policières et la répression judiciaire. Ça demande une grande maturité pour le mouvement, mais c'est la manière d'échapper à l'enfermement dans une succession de manifestations sur un parcours qui n'est déterminé par rien d'autre que la tradition. Les manifestations jouent le rôle d'une démonstration de nombre, mais n'impressionnent plus le gouvernement depuis longtemps. Les actions bloquantes ne sont pas une fin en soi et il faut faire très attention qu'elles ne le deviennent pas. Elles sont défoulantes et sympathiques pour celles et ceux qui y prennent part, on y prend vite goût et ça fait des bons souvenirs, mais elles n'ont de sens que si leur accumulation provoque une crise au sommet, si l'état ne sait comment endiguer le mouvement.

« Une « AG interpro », une « AG de ville », « AG de bassin », une « coordination » sont des outils extraordinaires dans la lutte, si elles regroupent des délégués de boites ou de secteurs (y compris les chômeurs, les précaires les étudiants,...) en lutte, si elles ont une véritable assise sociale. »

Stéphane Julien : Est-ce que ce sont seulement les syndicats qui, incapables de faire le deuil du « dialogue social », portent cette incapacité à s'adapter, à proposer des niveaux d'action plus longs et plus durs pour imposer un vrai rapport de force, est-ce le résultats d'une culture politique qui a perdu depuis longtemps sa radicalité, ou est-ce que finalement tout n'a pas toujours été ainsi : en 1936, les masses ont

complètement débordé la CGT et c'est ce débordement même qui a fait peur à la bourgeoisie de l'époque ?

Nicolas Dessaux : Il est certain que la définition même de la radicalité a changé. Ce n'est pas qu'il n'y a pas de grèves radicales, qui débordent du cadre légal et qui l'assument, notamment par les séquestrations de patrons ou les menaces d'explosion. Mais les notions, pourtant simples, que la légalité c'est toujours la légalité capitaliste, que pour virer un gouvernement il ne suffit pas de slogans, que l'insurrection est un art, que le pouvoir se conquiert par les armes, se sont peu à peu évanouies. Tout le monde le sait, tout le monde en parle, mais personne n'en tire de conclusions sérieuses.

Je ne crois pas qu'il faille attendre des les directions syndicales qu'elles redécouvrent ces vérités simples. C'est sans doute la dernière chose qu'elles souhaitent. De manière générale, l'une des grandes différences entre notre période et, par exemple, les années 70, porte sur ce point. Les organisations d'extrême-gauche, quelques soient les critiques qu'on puisse avoir sur ce qu'elles ont fait ou n'ont pas fait, savaient que la révolution passait par l'affrontement armé avec l'état et le disaient clairement. Tellement clairement qu'elles ont fini par avoir peur d'elles mêmes. Aujourd'hui, elles sont très discrètes sur cette question. Si on veut parler de véritable rapport de force, alors il ne sert à rien de se faire des illusions là-dessus, il faut dire les choses clairement. Ça ne veut pas dire qu'il faut appeler à la lutte armée dans le moindre tract, ça n'aurait pas de sens, mais il faut que dans le mouvement social, l'idée d'une véritable confrontation, inévitable et nécessaire pour en finir avec le capitalisme, sera nécessaire. Croire le contraire serait irresponsable.

« Les notions, pourtant simples, que la légalité c'est toujours la légalité capitaliste, que pour virer un gouvernement il ne suffit pas de slogans, que l'insurrection est un art, que le pouvoir se conquiert par les armes, se sont peu à peu évanouies. Tout le monde le sait, tout le monde en parle, mais personne n'en tire de conclusions sérieuses.»

Tu évoques 1936. Même s'ils constituent des références importantes, à connaître et à étudier, je me méfie des modèles historiques. Ils sont issus de conditions sociales qui sont déterminées par leur époque et ne se reproduisent pas, et surtout, la plupart du temps, ce sont des échecs. Pour 1936, on a parlé de « révolution manquée » ; certes, il y a eu d'importants « acquis sociaux », mais les ouvriers ont-ils vraiment vaincu la bourgeoisie ? L'ont-ils renversés et mis en place le socialisme ? Non. Idem pour 1968, quelques soient les immenses conséquences culturelles de ce mouvement. Donc, notre problème n'est pas de refaire 1936 ou 1968, mais de faire mieux.

Stéphane Julien : Tu disais tout à l'heure que les perspectives politiques ne sont pas réductibles à « quel est le candidat le moins pire pour nous ». Le spectre d'une pseudo-alternance à la Strauss-Kahn en 2012 déprime les travailleurs. Même si c'est une question qui peut agacer les révolutionnaires, une question est effectivement posée dans la rue, dans les têtes : Quel est le « moins mauvais gouvernement possible » pour les salariés dans la configuration actuelle ? Que répondre à ça ?

Nicolas Dessaux : Il y a une histoire qui pèse lourdement en France, que l'on peut résumer en deux dates. 1981, les salariés ont votés massivement pour le socialisme, pour une vraie transformation sociale, pour « changer la vie ». Au lieu de ça, on a eu les fermetures des mines et de la sidérurgie, les licenciements massifs, la casse de la classe ouvrière. 2002, les salariés se sont massivement abstenus, le PS perd plusieurs millions de voix, et c'est Le Pen qui arrive au second tour. Alors, on a commencé à culpabiliser les gens. Souviens toi, les médias avaient un coupable tout trouvé, c'était l'« ouvrier », dont on nous disait qu'il était une espèce en voie de disparition et que les médias redécouvrait soudainement. On nous a joué la même comédie avec l'élection de Sarkozy, attribuée à un électorat ouvrier qui serait devenu chauvin et réac. Ces dates pèsent lourd, parce que beaucoup d'électeurs de gauche savent que le PS ne leur amènera rien de bon, mais personne n'a envie de prendre la responsabilité de voir le FN au pouvoir, ou même de reconduire Sarkozy pour 5 ans. Donc, chacun pèse le pour et le contre, votre pour le « moins pire » ou ne pas voter du tout. En général, ce sont les salariés, les femmes et les jeunes, celles et ceux qui en prennent le plus dans la gueule qui votent le moins, qui se sentent le moins représentés – et c'est juste, puisque les députés sont massivement des hommes âgés de professions libérales.

Dans la situation actuelle, c'est normal que les gens se posent ces questions, qu'ils cherchent le meilleur choix entre le vote et l'abstention, la meilleure combinaison entre le vote du premier et du deuxième tour. C'est une vision réaliste des choses, dans l'immédiat. Les organisations d'extrême-gauche qui ont fait le choix d'aller aux élections le savent bien : malgré les scores très honorables et la popularité de leurs candidats, leurs électeurs se contrefichent de leurs consignes de votes pour le second tour. Je ne crois pas que cela soit un vrai problème pour les communistes, parce qu'il y a une grande différence entre ce que les gens votent, en fonction de toutes ces considérations, et ce qu'ils font dans un mouvement social, ce qu'ils feront demain en cas de grève générale, ce qu'ils pourraient faire dans une révolution. C'est ça qui est important. La question à laquelle nous devons répondre ce n'est pas : pourquoi voter, pour qui voter, même si on peut avoir un avis là-dessus comme sur toutes les questions sociales, mais comment s'organiser pour changer véritablement les choses.

La gauche électorale déplore l'abstention et la considère comme un signe de « dépolitisation ». Évidemment, cela constitue une faiblesse pour elle, d'autant plus que les catégories qui s'abstiennent le plus sont celles qu'elle prétend défendre. C'est bien plus complexe que cela. La dépolitisation n'est pas dans le vote, mais dans l'absence de véritable activité politique visible dans les quartiers ouvriers.

Quelques responsables associatifs ont leur carte dans le parti qui leur assure des subventions pour leur activité, de manière très pragmatique. Mais pour le reste, c'est le désert. Quand à tous celles et ceux qui ne votent plus parce qu'ils ont compris que les partis de gauche ne les représentaient pas, qu'ils n'avaient aucun projet de société, peut-on vraiment dire qu'ils se sont dépolitisés ? Je ne crois pas. De plus, les organisations qui font le choix d'aller aux élections, quelque soient leurs motifs, se retrouvent vite happées dans le calendrier électoral, dans la recherche de visibilité, dans la dépendance financière un fois qu'elles ont des élus. C'est pour cela que, pour les communistes-ouvriers, les élections ne constituent pas une priorité, ni un enjeu essentiel. Reconstruire un projet communiste visible, une dynamique communiste dans les luttes, est plus important.

Stéphane Julien : Quels seraient les signes concrets que les travailleurs sont massivement prêts à fonctionner autrement, à aller au-delà de ces limites, quelque soit le calendrier électoral ?

Nicolas Dessaux : En matière de révolution, les prophéties, pessimistes comme optimistes, sont souvent démenties. Les « signes » qu'on attend peuvent ne jamais arriver, mais le mouvement se radicaliser d'une manière imprévue.

« Les mouvements sociaux se trouvent toujours, à un point de leur ébullition, engagés dans une confrontation directe avec l'état. »

Il existe deux moment importants qu'on observe dans les mouvements sociaux de ces dernières années. D'abord, celui où les directions syndicales semblent perdre le contrôle de la situation. Jusqu'ici, elles conservent une certaine maîtrise du calendrier national, de la communication avec les médias, mais la plupart les actions se décident en dehors, selon des modes propres au mouvement, assemblées générales, réseaux locaux, bouche à oreille, si bien qu'elles fusent dans tous les sens. A ce stade, le mouvement est déjà autre chose qu'une mobilisation syndicale. Le deuxième, c'est la crise politique, quand le gouvernement semble désemparé, quand la « majorité » semble divisée sur la conduite à tenir. Il oscille entre la tentation de céder, la fermeté pour laisser pourrir et la répression tout azimut. Ces deux moments, nous les avons déjà atteint, notamment en 1995 ou en 2003. Mais c'est le maximum que nous ayons connu, à mon sens, parce que l'étape suivante, c'est l'affrontement réel avec l'Etat.

Il faut être clair et réaliste. L'état a pour fonction de défendre le capitalisme quand il est menacé, quelques soient les autres tâches qu'il puisse assumer par ailleurs. Avant d'être une analyse philosophique de son rôle dans la société actuelle, c'est un constat que l'on fait dans chaque lutte sociale, chaque fois que l'on découvre que les flics et les juges sont toujours de l'autre côté, que le gouvernement se fout de nos revendications. C'est pour cela que les mouvements sociaux se trouvent toujours, à un point de leur ébullition, engagés dans une confrontation directe avec l'état.

Mais là, il y a une étrange disproportion, que tout le monde ressent : le pouvoir semble se défendre comme s'il faisait face à une guerre, là où les manifestants emploient une violence plutôt symbolique (lancer des œufs, ou mêmes des bouteilles, sur des flics en armure), ou dérisoire (brûler des voitures). Aujourd'hui, en France, l'état déploie l'armée dans les gares et les supermarchés, prépare son armée à la guérilla urbaine, équipe ses CRS comme des robots, réfléchit très sérieusement aux moyens d'empêcher la guerre civile en s'inspirant des sinistres théories de la contre-insurrection. Or, du côté manifestants ou même des émeutiers, rares sont ceux qui envisagent ces questions avec le même sérieux. C'est, une fois encore, une question extrêmement concrète, parce que trop souvent, les gens se trouvent placés face à une répression qui leur semble disproportionnée, d'autant plus que leurs revendications leurs semblent simples et légitimes. Jusqu'ici, la manifestation, éventuellement l'émeute, restent les formes les plus massives de la révolte. Mais en soi, ni l'un ni l'autre ne mènent à grand-chose, si ce n'est à exprimer la colère. L'affrontement avec la police, dont certains font un objectif, fait prendre de grands risques physiques et judiciaires pour un résultat nul.

Je voudrais dire ici un mot à propos d'une idée que l'on entend souvent revenir dans les mouvements sociaux ou dans les grandes grèves, c'est celle de l'autogestion, de la relance de l'entreprise sans les patrons. Ce n'est plus une idée aussi massivement diffusée qu'elle ne le fut dans les années 1960-70, mais elle fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier et elle revient à la surface dans ces situations. L'usine Philips à Dreux en est la dernière illustration, avec le vote du contrôle ouvrier durant 6 jours de janvier. C'est une expérience intéressante, parce qu'elle montre deux choses : que l'idée simple et évidente qu'on peut se passe des patrons existe au sein de la classe ouvrière, malgré toutes les tentatives pour l'éradiquer ; qu'une telle tentative n'a pas beaucoup d'avenir quand elle est isolée, face au pouvoir de l'état capitaliste. Soit aucun patron ne veut de l'usine, et elle se transforme en coopérative comme les autres, soit il prend la main avec le soutien de la « justice » et de la police.

C'est pourquoi, me semble-t-il, on ne peut pas inverser les choses, vouloir rependre en main les entreprises sans s'être emparé du pouvoir. C'est l'alternative qu'avait formulé Amadeo Bordiga, le fondateur du parti communiste italien en 1920 : « prendre les usines ou prendre le pouvoir ». Les ouvriers tenaient effectivement les usines, mais ils ont délaissé la question du pouvoir, et le fascisme a brisé la révolution italienne. Bien sûr, une révolution sociale qui bouleverserait le capitalisme implique que les salariés reprennent en main les entreprises, mais il faut être conscient que la bourgeoisie se défendra par tous les moyens, par la répression la plus ferme, qu'elle n'hésitera jamais à recourir à l'armée ou au terrorisme pour briser un mouvement qui la menace. Voilà pourquoi je crois que le signe le plus sûr d'un changement significatif d'état d'esprit, d'une volonté de s'affranchir des limites actuelles des mouvements sociaux, c'est la diffusion massive d'une véritable volonté de renverser le gouvernement et des moyens pratiques de le faire, d'une culture de l'insurrection, doublée d'une vision claire des perspectives, du projet social. La caractéristique principale du communisme-ouvrier, c'est de prendre sérieusement en compte cette question.

Le 12 octobre, une journée décisive

11/09/2010

Camille Boudjak

Alors que l'on approche de la journée du 12 octobre, de nombreuses structures syndicales et AG de salarié(e)s ont d'ores et déjà appelé à la reconduction de la grève à partir du 13. C'est le cas à la SNCF, à la RATP, dans les transports urbains, la pétro-chimie, les ports et docks, à la poste des Bouches-du-Rhône, à la PJJ, dans plusieurs académies pour les salarié(e)s de l'éducation, dans la métallurgie de l'Isère, à la raffinerie Total de Donges, au Ministère de la Culture, au Ministère de l'Equipement et de l'Environnement, chez les marins, etc, etc. A cela, il faut ajouter le début d'un mouvement lycéen dans de nombreuses villes de province depuis le 7 octobre.

A ce mouvement qui se renforce, le gouvernement a répondu par deux amendements tellement ridicules qu'ils apparaissent comme des provocations : le maintien du droit à la retraite sans décote à 65 ans, à titre transitoire (pour seulement 5 ans) pour les mères de famille d'au moins 3 enfants, nées entre 1951 et 1955, ayant interrompu leur activité professionnelle pendant au moins un an (environ 25 000 mères concernées par an) et le maintien pour les parents d'enfants lourdement handicapés du droit à la retraite sans décote à 65 ans. A n'en pas douter, la journée du 12, et plus encore celles du 13 et des jours qui suivent seront déterminantes : si la grève se généralise, si elle s'étend, si on va vers un blocage de l'économie du pays, alors oui, il est possible de faire reculer le gouvernement et de lui faire retirer sa loi. Et plus encore que le maintien de la retraite à 60 ans, un tel mouvement nous redonnerait confiance dans notre force collective pour toutes les luttes que nous avons à mener. Dans bien des boîtes et des secteurs d'activité, à la revendication de la retraite à 60 ans s'ajoutent d'autres revendications comme la pénibilité dans les ports et docks, les salaires dans les magasins Monoprix de Marseille et d'Alès, la lutte contre les suppressions de postes à la Sécurité Sociale ou contre les restructurations à la Poste.

Face au risque d'explosion sociale, la gauche bourgeoise, par la voix de Ségolène Royal et de Mélenchon, s'est empressée d'offrir une solution de sortie de crise à la bourgeoisie : un référendum sur les retraites. Face à une colère qui gronde chez les travailleuses et les travailleurs, face à la possibilité de la riposte d'une classe, la classe ouvrière, qui tire sa force de son action collective, quel meilleur outil que l'isoloir, qui décidément porte bien son nom, pour isoler et diviser les travailleurs.

Et alors que de plus en plus de travailleuses et de travailleurs veulent en découdre, Bernard Thibaud, le dirigeant de la CGT, se prononce contre le principe d'une grève générale. Depuis le 7 septembre, la politique de la direction confédérale de la CGT est non pas de construire un rapport de force pour forcer le gouvernement à retirer sa loi, mais de « revenir à la table des négociation ». Le gouvernement ne joue pourtant pas le jeu de la négociation et éconduit même la CFDT qui, lors de son dernier congrès de juin 2010, avait pourtant accepté une augmentation possible de la durée de cotisation. Les déclarations de Bernard Thibaud sur les « risques de durcissement » dont « le gouvernement serait le seul responsable » apparaissent comme une adresse à ce même gouvernement : « regardez, notre base s'impatiente, de plus en plus de travailleurs veulent en découdre, vous avez besoin de nous, la bureaucratie syndicale, pour avoir un tampon qui permet de temporiser la lutte des classes ». Mais sans réponse du gouvernement, les directions syndicales nationales ne peuvent se désolidariser complètement avec leurs structures qui « veulent y aller ». Le discours de la direction confédérale de la CGT est donc de dire « allez-y si vous le voulez », mais sans donner de véritable plan de bataille et de perspectives vers un mouvement général. Déjà après le 23 septembre, on s'est donc retrouvé dans une situation où des AG de grévistes avaient décidé de continuer la lutte puis, voyant qu'ils étaient seuls, ont repris le travail.

Non, décidément on ne peut pas compter sur les directions syndicales pour mener nos luttes à la victoire. Il est fort possible que le 12 octobre, plus encore que le 23, des AG de salarié(e)s décident de poursuivre la grève. Même là où les fédérations syndicales appellent à la reconduction, il faudra tenter de mettre en place des organes de luttes contrôlés par les grévistes. Si nous décidons de partir en grève, c'est aussi à nous de définir le contenu revendicatif de notre lutte, les moyens d'action et même de la fin du mouvement, pas aux directions syndicales. Au delà des risques de manœuvres des bureaucraties, le contrôle de la lutte par les travailleurs eux-mêmes est nécessaire à la fois pour l'efficacité de la lutte et une exigence qui a toujours été portée par les communistes. Nécessaire pour la lutte car la mise en place de comités de grève, élus, contrôlés et révocables par les assemblées générales de grévistes permet d'unir travailleurs syndiqués ou non. Exigence pour nous communistes parce que nous luttons justement pour le pouvoir de la classe ouvrière et que ce pouvoir s'apprend par l'auto-organisation dans les luttes et parce que personne ne sait mieux que les travailleurs eux-mêmes quelles sont leurs revendications et personne n'est plus apte à décider des moyens qu'ils veulent se donner pour gagner.

Bien sûr, une fois la grève votée le 12 ou le 13 octobre, il sera nécessaire que les boites en lutte se coordonnent à l'échelle de la ville d'abord, nationalement ensuite si possible. Dans chaque ville et bassin d'emploi, il sera urgent d'étendre la grève à d'autres boites, de mener des actions communes entre boites en lutte, voir même de constituer une coordination des boites en lutte pour à la fois tenter de généraliser le mouvement et mettre en place une direction qui émane réellement des travailleurs en grève à la place des dirigeants de l'intersyndicale nationale qui n'attendent qu'un signe du gouvernement pour s'asseoir à la table des négociations et nous appeler à reprendre le travail.

16/10/2010

DANS NOS FACS ET NOS LYCÉES
GRÈVE GÉNÉRALE
JUSQU'A LA VICTOIRE !

Les ministres du gouvernement et les responsables de l'UMP répètent sur tous les tons que les jeunes ne devraient pas manifester car ils ne sont pas concernés par la réforme des retraites, et que les lycéens devraient rester sagement en cours.

Ce même gouvernement qui pense que des adolescents de 13 ans sont assez conscients de leurs actes pour les envoyer en prison, considère dans le même temps qu'il est irresponsable de manifester lorsqu'on à 16 ou 17 ans. Allez comprendre !

Or, si les jeunes manifestent, c'est d'abord par solidarité avec leurs parents qui devront trimer jusqu'à 62 ans ou 67 ans si la loi sur les retraites s'applique. C'est aussi parce que **cette réforme détruira un million d'emplois pour les jeunes**, renforçant le chômage qui les touchent déjà massivement.

Comment envisager cotiser 42 années lorsque la seule perspective qu'on nous propose est d'alterner périodes de chômage, d'activité et licenciements, toute notre vie ?

Enfin manifester, quelque soit son âge, c'est également pointer du doigt que cette société telle qu'elle est organisée, n'offre, de manière générale, **aucun autre avenir que celui du chacun pour soi, de l'esclavage salarié, la précarité**.

Ces préoccupations, le gouvernement et tous ses sbires s'en fichent complètement. **Avec cette réforme des retraites, c'est faire des profits qui est l'objectif** : en exploitant plus et plus longtemps les travailleurs, en transférant progressivement des milliards d'euros des caisses de retraite dans les caisses des fonds de pension, des banques et spéculateurs privés, en liquidant le système de répartition, acquis majeur du mouvement ouvrier.

Pour imposer ces mesures pas d'autre choix pour la bourgeoisie que de renforcer tout **un arsenal législatif et policier anti-ouvrier,** de diviser les couches populaires, en créant des boucs émissaires : « français » contre « étrangers », de persécuter les Roms, de stigmatiser les chômeurs, etc.

Face à la mobilisation de la jeunesse, la stratégie répressive du gouvernement et des administrations scolaires et universitaires ne s'est pas faite attendre. Des facs sont fermées administrativement. Contre les lycéens, **la présence policière est impressionnante, sa violence stratégiquement orchestrée** : des interpellations par centaines dans tout le pays, des blessés, des tabassés, des matraqués.

La mobilisation naissante, n'est pas encore assez massive et coordonnée. Outre la mise en place rapide d'une solidarité inconditionnelle et immédiate avec les inculpés, la seule réponse possible face à la répression est **l'organisation et l'élargissement du mouvement.**

Faire des assemblées générales dans chaque lycée et université, aller débrayer ceux qui ne sont pas encore mobilisés, donner un objectif aux manifestations**, aller à la rencontre des travailleurs**, participer aux assemblées interprofessionnelles, se structurer à l'échelle de la ville, de la région, du pays : c'est la seule voie envisageable pour amplifier et construire un vaste mouvement, assez puissant pour être victorieux.

Face à une « intersyndicale nationale » qui offre au gouvernement une porte de sortie en implorant son retour rapide à la « table des négociations », **les lycéens et les étudiants peuvent impulser** un souffle salvateur en imposant les mots d'ordre de :

- **Retrait pur et simple de la réforme des retraites !**
- **Abrogation des lois racistes et liberticides !**
- **Pas de négociations avec ce gouvernement !**

Pour que tous et toutes puissent profiter des richesses produites par la société**, l'État capitaliste actuel au service d'une minorité infime de riches et de possédants**, doit laisser la place à un régime politique et social nouveau, fondé sur le pouvoir de la majorité, des travailleurs et travailleuses.

Ce projet, porté par le **mouvement communiste révolutionnaire,** est le seul débouché positif possible aux luttes et à la colère populaire qui s'expriment aujourd'hui.

Union Pour le Communisme
sites.google.com/site/unionpourlecommunisme
upcommunisme@no-log.org

Initiative Communiste Ouvrière
communisme-ouvrier.info
contact@communisme-ouvrier.info

La classe ouvrière de France est aujourd'hui dans la vraie bataille contre le capitalisme

23/10/2010

Communiqué de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak

La classe ouvrière de France est aujourd'hui dans la vraie bataille contre le capitalisme

« La France est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète » - Karl Marx

La vague de grèves et de protestations s'accroît en France, jour après jour, de ville en ville, contre la politique du gouvernement Sarkozy.

Résultat de la crise économique, le gouvernement français essaie d'imposer de nouvelles lois qui ciblent les droits et les acquis des travailleurs Les politiques d'austérité, comme la nouvelle loi sur les retraites, pour augmenter l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, est l'étincelle qui a allumé la flamme d'une vague de protestations dans tout le pays, avec une influence claire sur les autres pays d'Europe.

Les yeux de millions de travailleurs dans le monde sont focalisés sur les rues de Paris et des autres villes de France. Ils regardent et admiration et soutiennent le mouvement ouvrier.

Les ouvriers des raffineries ont réussi a paralyser tout mouvement et la classe ouvrière en France est aujourd'hui entrée dans la véritable bataille contre le capitalisme. Cela donne la possibilité, pour tous les travailleurs du monde, de s'engager dans cette bataille.

L'Union européenne a déjà observé le « danger » représenté par les travailleurs en Grèce, voici quelques mois, et décidé de soutenir financièrement les capitalistes pour éviter qu'ils s'effondrent. Le mouvement ouvrier français est à l'initiative d'un mouvement ouvrier international, c'est pour cela que nous devons nous tenir tous unis à ses côtés.

Nous applaudissons nos camarades de France. Vive les camarades des raffineries et de tous les autres secteurs. Vive le mouvement ouvrier en France. Vive la solidarité internationale

Falah Alwan, *Président de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak*

18 octobre 2010 : blocage des voies SNCF à Lille





Tous les travailleurs impliqués dans le mouvement de grève, et mêmes celles et ceux qui ne le peuvent pas, savent qu'il existe des secteurs stratégiques, qui ont la capacité de mettre le gouvernement à genoux, de provoquer des dégâts économiques énormes et de provoquer une crise politique au sommet de l'état. C'est pourquoi, à la base, les appels se multiplient en faveur d'une solidarité organisée avec les grévistes des raffineries. Elle a l'avantage d'être possible, car ils sont peu nombreux à l'échelle nationale, contrairement à des secteurs tout aussi stratégiques, mais très nombreux comme les cheminots ou les routiers.

Bien sûr, il ne faut pas se contenter de ça, faire « grève par délégation », en confiant le mouvement aux seuls ouvriers des raffineries. Pour tenir, ils ont besoin de sentir qu'ils ne sont pas isolés, qu'il y a des grèves partout autour d'eux et qu'ils ne sont pas seuls. Ils l'ont affirmé à plusieurs reprises, et les cheminots aussi. Le premier soutien, c'est donc de faire grève dans sa boite, d'organiser la grève, de mobiliser les collègues. Mais, pour toutes celles et ceux qui n'ont pas de boulot ; qui subissent une telle pression du patron et des chefs qu'ils ne peuvent pas faire grève ; qui bossent dans des boites où personne ne fait grève, où seuls bougent quelques syndicalistes les jours de manif ; pour tous ceux-là, la question de savoir comment soutenir au mieux le mouvement, se pose différemment. Et puis, nous savons bien que si les raffineries lâchent, ce sera un sale coup pour le moral, que ça risque d'être dur de continuer. Voilà pourquoi il est important de les soutenir.

Localement, quand on habite pas trop loin d'une raffinerie, soutenir les grévistes, c'est aller les voir régulièrement ; organiser des collectes, en commençant par les syndicats, qui ont souvent du fric qu'ils peuvent employer pour ça ; participer aux actions qu'ils organisent ; et surtout, voir avec eux comment organiser la défense des sites face aux flics. Ça, c'est une question qui risque de se poser de manière chaque jour plus cruciale et qu'il faut prendre de manière très sérieuse. Le gouvernement Sarkozy menace de débloquer les dépôts et de condamner à 5 ans de prison ceux qui s'y opposent. C'est dire à quel point la défense des sites est cruciale et nécessite une solidarité active, organisée de manière très concrète.

Quand on habite plus loin, c'est la solidarité financière qui prime. On peut envoyer de l'argent, bien sûr, mais le premier geste, c'est de convaincre les sections syndicales, les associations qui ont de l'argent de côté que c'est le moment de s'en servir. Souvent, ils peuvent envoyer d'un seul coup des sommes bien plus importantes que ce que l'on peut collecter ou envoyer seul dans son coin. C'est rapide, simple, efficace et ça sert utilement le mouvement. On sait que de grands élans de générosité peuvent surgir quand il y a des catastrophes naturelles. Nous faisons face à une catastrophe sociale, le capitalisme, et nous devons organiser la solidarité avec les secteurs qui rendent la lutte plus forte. ★

POUR SOUTENIR LES RAFFINERIES

Donges (Loire Atlantique) « CGT RAFFINERIE DE DONGES - action retraite » CGT 4 rue Marceau 44600 Saint-Nazaire

Feyzin (Rhône) Section CFDT Total Feyzin, Raffinerie Total, BP 6, 69551 Feyzin Cedex. Chèque à l'ordre de « solidarité ».

Flandres (Nord)« SUD Chimie Dunkerque », SUD Chimie C/O Solidaires 5962 , 84 rue de Cambrai 59000 Lille

Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) UL CGT Martigues, maison des syndicats, allée Benoît Frachon, 13500 MARTIGUES.

Gonfreville (Seine-Maritime) Syndicat SUD Raffinerie Total, BP98, 76700 Harfleur. Chèque à l'ordre de Syndicat SUD Chimie Total Normandie.

Grandpuits (Seine-et-Marne) Raffinerie de Grandpuits, Intersyndicale CGT / CFDT, 77720 Mormant Cedex, A l'ordre de : Intersyndicale C.G.T. / C.F.D.T. Total GPS

Initiative Communiste Ouvrière
communisme-ouvrier.info
contact@communisme-ouvrier.info
06 17 56 01 74

Union Pour le Communisme
sites.google.com/site/unionpourlecommunisme
upcommunisme@no-log.org

Gauche marxiste
altersocial.blogspot.com/
gauchemarxiste@yahoo.fr

Message du Parti communiste-ouvrier d'Iran aux travailleurs de France

23/10/2010

Acceptez nos chaleureuses salutations au nom des travailleurs et du peuple d'Iran qui sont sous le joug de la répression de la République Islamique.

Sans le moindre doute, le monde entier suit votre lutte sensationnelle. Non seulement parce qu'à chaque fois que vous, les héritiers de la Révolution Française, de la Commune de Paris et du mouvement de Mai 68, avancez, tous les yeux se tournent vers vous, mais aussi parce que la question pour laquelle vous vous battez et une question pour des millions d'êtres humains à travers le monde. En effet, c'est la perspective de l'augmentation des années d'esclavage direct des travailleurs. C'est l'augmentation des années d'exploitation, par l'augmentation de l'âge de la retraite, pour les profits du capital, au prix de la diminution des quelques années à la fin de nos vies où nous pourrions peut-être en profiter de façon un peu plus agréable. Cela fait des années qu'on nous a, à plusieurs reprises, fait payer, et ce ce droit à la retraite, à la “pension”, est quelque chose que nous avons obtenu grâce à de longues années de lutte, mais maintenant que le système capitaliste mondial est confronté à une crise mondiale, il attaque, au nom de sa “sauvegarde”, y compris le peu que nous avons obtenu.

« Nous espérons que vous intensifierez votre résistance à chaque attaque, et que vous avancerez vers une confrontation décisive face à la crise et à la misère qui en résulte, pour désarmer politiquement et économiquement le capitalisme et prendre dans vos propres mains la direction de la société. »

Si l'espérance de vie moyenne de l'être humain a augmenté grâce aux avancées scientifiques et au progrès social, tout cela dû aux efforts des travailleurs, le capitalisme demande maintenant son propre partage. Les travailleurs doivent travailler des années en plus pour produire la plus-value afin que la part de richesses sociale du capital soit plus grande. Couper des budgets d' aides sociales, de sécurité sociale et des revenus, verser des sommes astronomiques aux banques et institutions en faillite depuis la poche des travailleurs et du peuple, voilà leurs choix de méthode traditionnelle dans leurs efforts pour la “relance économique”.

L'essence commune de toutes ces mesures c'est l'augmentation des années d'esclavage direct de la classe ouvrière et la baisse de la part des richesses pour la classe ouvrière qui les crée. Aussi, vous avez pointé du doigt une question qui relève des relations de domination sur la vie humaine. C'est pour cette raison que les gens, depuis les étudiants des lycées jusqu'aux retraités, en passant par les travailleurs salariés, se lèvent tous sur la même ligne de front pour empêcher l'augmentation de l'âge de la retraite. L'humanité, épuisée par le capitalisme, ses crises et ses privations, se lève en Europe et trouve le reflet de ses vœux dans votre lutte.

Camarades : Nous aussi nous déclarons notre solidarité avec vous et nous vous soutenons, nous vous demandons de continuer dans cette voie jusqu'au bout. Les travailleurs et le peuple d'Iran qui, en juin 2009 ont accouché d'une grande révolution et luttent aussi pour se libérer du joug de la République Islamique du Capital, sentent à la fois un destin et une profonde solidarité avec vous. Il ne fait aucun doute que chaque étape décisive de votre victoire renforcera la lutte et les efforts des travailleurs et du peuple en Iran.

Ne les laissez pas augmenter l'âge de la retraite. Ne les laissez pas faire porter le poids de la crise économique sur les épaules des travailleurs, de renforcer les privations et de nous voler un minimum de tranquillité pendant les dernières années de nos vies, ce qui est aujourd'hui notre droit. Ne les laissez pas, au nom de la “défense de l'économie nationale” etc, vous forcer aux compromis. Toute reprise au prix d'un esclavage renforcé des travailleurs ne sera que temporaire et sera suivi par une crise encore plus profonde, forçant nos vies vers toujours plus de régression. Aussi, nous espérons que vous intensifierez votre résistance à chaque attaque, et que vous avancerez vers une confrontation décisive face à la crise et à la misère qui en résulte, pour désarmer politiquement et économiquement le capitalisme et prendre dans vos propres mains la direction de la société. Ne permettez pas à l'opposition bourgeoise, sur le dos de vos protestations et en votre nom, de prendre le pouvoir et de continuer la préservation du statu quo. Vous devez couper le problème à sa racine et en finir avec cette situation : à la place de la logique des intérêts et du pouvoir du marché, la logique du respect, du bien-être et de la liberté de l'humanité, c'est à dire l'instauration du socialisme.



Communiqué de solidarité avec les travailleurs français en grève

23/10/2010

Comité central du Parti ouvrier en Amérique

Camarades, frères et sœurs ! Le parti des travailleurs d'Amérique vous envoie ses félicitations et sa solidarité en ce moment critique de votre lutte. Comme beaucoup de nos collègues travailleurs des Etats-Unis, nous regardons avec attention votre combat contre Sarkozy et ses « réformes » anti-ouvrières, qui sont faites pour augmenter votre exploitation et leurs profits.



Tout autour du monde, les agents des oppresseurs et des exploiteurs essaient de faire payer les travailleurs pour leur crise économique. Nous les travailleurs sont supposés bosser plus longtemps, plus dur, pour être payés moins ; ils voudraient qu'on accepte l'érosion de notre niveau de vie pour que els capitalistes et leurs « classes moyennes », leurs managers, leurs professionnels, leurs politiciens, leurs policiers et leurs bureaucrates, puissent augmenter leurs richesses, détruire l'environnement et renvoyer l'humanité dans un nouvel âge sombre.

Quand votre lutte à commencé, beaucoup l'ont vue comme une lutte économique. C'est particulièrement le cas de ceux qui parlent au nom de l'intersyndicale, dont vous savez déjà que certains ne vont même pas soutenir le mouvement au-delà du vote au sénat.

Malheureusement, ces frères et sœurs ne voient pas (ou ne veulent pas voir) les liens entre économique et politique, entre les politiques du gouvernement capitalise, les actions de l'état capitaliste (sa police, etc.) et la vie des travailleurs.

Camarades, frères et sœurs ! Votre combat, bien qu'il ait commencé comme une lute économique, est d'abord un combat politique. Cela veut dire que, pour garantir vos droits et votre niveau de vie, vous devez entrer dans une bataille politique, une bataille pour la démocratie et la liberté !

A cause de l'intransigeance de Sarkozy et son gouvernement, de la belligérance de la classe capitaliste et de ses « classes moyennes », organisateurs de l'exploitation, et de la brutalité hideuse de l'état capitaliste, il n'y a aucune place pour des « négociations', pour des compromis ou des trahisons. Cet espace n'est rien d'autre que le no-man's land de la lutte de classes, qui ne peut être rempli que de votre chair et de votre sang, de celui de vos collègues et de vos enfants !

Mais vous, camarades frères et sœurs, vous pouvez empêcher le sacrifice des travailleurs sur l'autel du « compromis » avec l'ennemi de classe. Vous pouvez vous organiser vous-même pour prendre contrôle de votre lutte par la création d'assemblées générales sur le lieu de travail et de comités de grèves organisés, composés et dirigés par vous. Si vos syndicats vous aident dans cette grande tâche, c'est mieux ! Vous méritez le droit d'avoir vos intérêts bien représentés. Mais c'est un premier grand pas en avant. Pour défaire réellement les forces de l'exploitation et de l'oppression, vous devez mettre un grand soin à vous organiser par vous-même en un parti politique que vous allez construire, que vous allez composer, et plus important, que vous allez mener et définir. Ce nouveau parti des travailleurs ne doit pas être un parti du compromis, un « parti du possible ». Au contraire, ce doit être un parti de libération, armé des leçons des luttes ouvrières, un parti communiste, qui se bat pour une sixième république, une république ouvrière démocratique.

Travailleurs du monde, soutenez la grève des travailleurs en France

25/10/2010

L'appel initié par l'Initiative communiste-ouvrière et le Parti des travailleurs d'Amérique, traduit en allemand, anglais, espagnol français, portugais. N'hésitez pas à la traduire dans d'autres langues, à la faire circuler et à le faire signer.

Depuis un mois et demi, les travailleurs en France se sont mobilisés contre la soi-disant « réforme » des retraites. Nous avons vu des manifestations avec jusqu'à 3,5 millions de personnes dans les rues, des grèves dans des milliers d'entreprises et lieux de travail, des blocages routiers quotidien dans tous les centres économiques et l'impressionnante grève des raffineries de pétrole, soutenue par toute la classe ouvrière française pour créer la pénurie de pétrole. Mais maintenant, ce mouvement a besoin de la solidarité des travailleurs du monde entier.

En France, être en grève, cela signifie qu'on perd son salaire, parce qu'il n'y a pas de tradition de caisse de grève ou de paie prise en charge par les syndicats. C'est un problème majeur pour la grève, car beaucoup de gens ont tendance à « déléguer » d'autres secteurs pour faire grève à leur place.

Mais maintenant, certains syndicats et organisations ouvrières ont commencé à lancer des fonds de solidarité pour tenir des semaines ou des mois si nécessaire.

Le gouvernement Sarkozy essaie d'éviter le blocage pétrolier, car il craint la paralysie économique totale. Il emploie tous les moyens pour ça, y compris l'importation de pétrole raffiné dans d'autres pays. Déjà, le syndicat CGSP en Belgique a déclaré qu'il appellerait à la grève pour empêcher toute tentative d'importer de l'essence de Belgique ou à travers la Belgique, pour aider les travailleurs français à battre le gouvernement Sarkozy.

Au Brésil et en Angleterre, des travailleurs ont organisé des manifestations face aux ambassades de France pour exprimer leur soutien aux travailleurs français. Des organisations ouvrières ont envoyé des messages de solidarité. Il est important d'organiser la solidarité mondiale des travailleurs, car notre classe se bat pour les mêmes luttes dans le monde entier.

C'est pourquoi nous appelons les organisations ouvrières du monde à :

•Exprimer leur solidarité avec le mouvement de grève en France.

• Organiser des manifestations en face des ambassades, des consulats ou des entreprises françaises.

•Appeler à des grèves contre toute tentative d'exporter du pétrole vers la France et bloquer ces exportations.

Aider financièrement les ouvriers en grève dans les secteurrs les plus stratégiques (raffineries et les autres secteurs qui ont un fort impact économique).

Initiative communiste-ouvrière, Workers Party in America, Red Star Society of the United States, Comité à l'extérieur du Parti Communiste-Ouvrier- Hekmatiste d'Iran, Parti communiste-ouvrier du Kurdistan ,Parti communiste-ouvrier d'Irak

Blocage d'autoroute, région lilloise, 19 octobre 2010.



Message de solidarité à nos camarades en France

26/10/2010

Congrès des libertés en Irak

Au nom de toutes les organisations affiliées à l'I.F.C. nous déclarons notre solidarité avec les travailleurs en France et notre soutien à leurs justes revendications.

La persistance de vos grèves, manifestations et protestations a stimulé le moral des travailleurs du monde entier et nous a encouragé de tenir bon contre les politiques du G8, du G20, de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), du Fonds monétaire international et autres institutions financières qui visent à faire porter le poids de la crise économique sur les travailleurs. L'austérité annoncée en Grèce et en Grande-Bretagne, et l'adoption de la loi sur les retraites en France, sont les premières étapes d'une reprise des droits du travail acquises par des luttes séculaires.

Nous, au Congrès des libertés en Irak, considérons que chaque progrès que vous obtenez pour le bien-être des travailleurs est une victoire pour tous les peuples épris de liberté de par le monde. Nous pensons que votre lutte opiniâtre est la seule approche ferme qui tienne face aux gouvernements d'Europe qui ont lancé des attaques contre les conquêtes ouvrières et tous les secteurs de la société (retraites, services sociaux, sécurité sociale, etc.).

Ici, en Irak, les travailleurs et les pauvres se réjouissent de votre combat quotidien, combat qui est une expérience révolutionnaire et une source d'espoir pour poursuivre la lutte contre la politique anti-ouvrière et anti-syndicale, y compris [ici] contre la liberté d'association, le droit de grève et de manifestation, politique qui diabolise toute opposition à l'occupation et impose à l'Irak les conditions du FMI, ce qui signifie davantage de chômage et de pauvreté...

Une fois encore, nous renouvelons notre soutien et notre solidarité avec votre combat et vos justes revendications.

Samir Adil

Congrès des libertés en Irak (I.F.C.) 26 octobre 2010.

Une déclaration de solidarité



Fédération générale des conseils ouvriers et syndicats en Irak

Deux semaines se sont écoulées depuis que les travailleurs français ont commencé leur grève protestant contre la réforme controversée des retraites, une réforme qui porte atteinte aux intérêts des travailleurs et sert ceux du capitalisme et de la bourgeoisie.

Nous, Fédération générale des conseils ouvriers et syndicats en Irak (GFWCUI), déclarons notre solidarité et notre soutien à nos camarades en France dans leur grève pour leurs droits légitimes et pour changer cette loi sur les retraites.

La GFWCUI considère ces demandes comme légitimes, elles doivent être prises en compte et mises en œuvre par le gouvernement français. De plus, nous croyons fermement que ces droits forment un des fondements des sociétés démocratiques, correspondant à la Charte des droits de l'homme et aux conventions de l'OIT.

Nous appelons tous les syndicats et toutes organisations ouvrières à soutenir les travailleurs de France pour la satisfaction de leurs revendications. Leur victoire est celle du mouvement syndical à travers le monde entier.

Vive les travailleurs français

Vive la solidarité internationale

Amjad Ali – FGWCUI

28/10/2010

OUVRIERS DU BATIMENTS, INTERIMAIRES, PRÉCAIRES... C'EST LE MOMENT D'ENTRER DANS LA LUTTE, ORGANISONS-NOUS !

Depuis plusieurs semaines un vaste mouvement populaire s'exprime à travers tout le pays. Le ras-le-bol est général. La colère énorme.

De très nombreux secteurs : transport, raffinerie, chimie, éducation, métallurgie, agents municipaux, etc., sont en grève, certains même depuis plus de 15 jours.

Dans tout le pays des hommes et des femmes, des jeunes, des vieux, des ouvriers, des profs, des précaires s'élèvent d'une même voix pour refuser une nouvelle réforme d'**un gouvernement anti-social au service des plus riches.**

La particularité de nos professions, les difficultés à s'organiser dans de petites entreprises, notamment avec l'absence de syndicat, la proximité du travail avec son patron donnent trop souvent l'illusion que ces événements ne nous concernent pas, alors que c'est en réalité tout le contraire.

Nos secteurs d'activités sont directement concernés par cette réforme injuste.

Dans le bâtiment un ouvrier meurt tous les 2 jours et les victime d'accident de travail se comptent par milliers.

Qui dans nos métiers difficiles peut réellement envisager porter, souder, maçonner jusqu'à 62, 65, 67 ans ?

Qui n'a pas vu un collègue partir à la retraite épuisé, courbé, cassé avec une pension de misère?

Qui dans nos professions où **l'espérance de vie est de 7 ans inférieure à celle des cadres**, n'a pas d'exemple de pères, d'amis partis trop tôt des suites de maladies directement liés à des carrières épuisantes?

Face à un gouvernements qui voudrait nous faire croire que cette réforme est nécessaire et « équitable », nous ne pouvons que nous sentir insultés.

Encore une fois, qui peut réellement croire qu'il est impossible de trouver l'argent nécessaire pour assurer une retraite décente aux travailleurs quand **des dizaines de milliards d'euros ont été trouvés pour sauver les banques** et les spéculateurs?

Pas besoin d'avoir fait de longues études pour comprendre que ce qui pose problème aux capitalistes dans le système par répartition ce sont **ces milliards d'euros inutiles pour la spéculation**.

Pendant que les Woerth-Bettencourt continuent leur magouilles sans être réellement inquiétés, que la retraite des parlementaires est soigneusement préservée et que des milliards d'euros d'euros d'impôts sont rendus aux plus riches grâce au bouclier fiscal, ils voudraient que nous trimions 2 ans de plus, et bien ce sera non !

Cette réforme des retraites ne peut nous faire oublier que c'est à toute **une logique de casse des acquis sociaux et des solidarités** à laquelle nous sommes confrontés.

Jour après jour, réforme après réforme, nous ne pouvons que constater que pour imposer ces régressions, la bourgeoisie et ses représentants au pouvoir n'ont pas d'autre choix que de renforcer tout un arsenal législatif et policier anti-ouvrier, de diviser les couches populaires, en créant des boucs émissaires : « français » contre « étrangers », de persécuter les Roms, de stigmatiser les chômeurs, etc.

Là encore**, nous, ouvriers des secteurs du bâtiment**, nous sommes les mieux placés pour voir quotidiennement les effets dévastateurs de ces politiques.

Combien d'entre nous alternent missions d'intérim pourries et période de chômage ? **Combien d'entre nous bossent sur des chantiers dangereux** où les règles basiques de sécurités ne sont pas respectées ?

Combien de collègues sans-papiers subissent encore plus l'exploitation et l'humiliation patronale ? Combien de réflexions racistes et sexistes, de contremaîtres méprisants ?

Pour que le mouvement prenne de l'ampleur et soit victorieux il faut que tous les jours des nouveaux secteurs d'activités et de nouveaux travailleurs rejoignent la lutte.

Face à des directions syndicales nationales qui n'offrent aucun plan d'action pour imposer le retrait du projet de loi, nous devons répondre par le renforcement du syndicalisme de classe et de lutte. Pour cela, prendre contact avec les organisations syndicales qui luttent sur le terrain, discuter entre nous, aller à la rencontre des travailleurs des autres chantiers est primordial.

De plus dès aujourd'hui **nous devons soutenir sans relâche ceux et celles qui luttent à travers tout le pays**. Dans les raffineries, notamment, les ouvriers ne lâchent rien. Ils font en quelques sorte grève pour tous ceux et celles d'entre nous qui aujourd'hui n'ont pas les moyens matériels ou financiers, alors notre solidarité et notre aide doivent être totales.

Nous invitons également **tous les travailleurs du bâtiment, tous les intérimaires, tous les précaires** à prendre contact avec les militants de nos organisations afin de nous organiser et **pour demain être enfin victorieux !**

Union Pour le Communisme
sites.google.com/site/unionpourlecommunisme
upcommunisme@no-log.org

Initiative Communiste Ouvrière
communisme-ouvrier.info— 06 17 56 01 74
contact@communisme-ouvrier.info

Derrière les retraites, l'esclavage salarié

26/10/2010

Nicolas Dessaux

Résumé d'une discussion animée par des militants de l'Initiative Communiste-ouvrière sur Pal Talk le samedi 23 octobre.

I – la situation du mouvement

1/ La « guérilla ouvrière »

Le mouvement contre la « réforme » des retraites, qui dure déjà depuis un mois et demi, semble vouloir s'installer dans la durée. Les équipes militantes planifient leurs actions sur la semaine à venir, les lycéens et les étudiants se structurent pour l'après-vacances, grève dans les raffineries... Surtout, il prend la forme d'une « guérilla ouvrière » : actions coup-de-poing menées par quelques centaines de manifestants, grèves minoritaires soutenue par la majorité de la population laborieuse et génératrices de perturbations, blocages visant l'économie. Le mouvement s'étend jusque dans les petites entreprises, les petites villes voir les gros villages, sans se généraliser véritablement. Notre blog de grève nous offre un observatoire important pour sentir ces évolutions, même si de nombreuses nouvelles nous échappent. La réactivité des contributeurs et des commentaires est un outil précieux pour l'analyse.

« Une « guérilla ouvrière » : actions coup-de-poing menées par quelques centaines de manifestants, grèves minoritaires soutenue par la majorité de la population laborieuse et génératrices de perturbations, blocages visant l'économie. »

Il est clair que, dans l'état actuel, nous ne sommes pas dans une grève générale, mais nous assistons à un phénomène différent, qu'il faut se garder d'analyser de manière normative, à l'aune de ce qu'il « devrait être ». Nous devons être à l'écoute du mouvement ouvrier, comprendre ce qu'il se passe tel qu'il est, pour agir en son sein, et non plaquer des conceptions préétablies – ce qui ne veut pas dire que nous devons nous contenter de le suivre : il est essentiel d'essayer d'anticiper ses développements, de saisir ses formes les plus avancées et de conserver, à notre échelle, un esprit d'initiative.

En terme de mobilisation, cette situation de « guérilla ouvrière » n'est pas sans susciter des inquiétudes sur les, risques d'isolement des équipes militantes. Les vacances, qui suscitent des problèmes très concrets, peuvent amener une relative démobilisation (enfants à garder pour les parents, absence du lien constitué par l'école pour les lycéens ou les enseignants), mais aussi encourager les équipes à déployer une activité déconnectée de la situation réelle de la mobilisation.

C'est pourquoi il est important, là où nous sommes, de continuer à mobiliser nos collègues et d'appeler les équipes militantes à ne pas perdre de vue cette tâche. La collègue non gréviste aujourd'hui le sera peut-être demain, celle qui ne vient pas sur les blocages pourrait le faire, en fonction de l'évolution rapide de la situation. Continuer à mobiliser les collègues dans nos boites ou nos bassins d'emploi, c'est ce qui permettra d'éviter l'isolement, l'étiolement et la fatigue inutile. Puisque les raffineries donnent le rythme du mouvement, il faut le structurer pour tenir sur les six semaines à venir au moins. Cela nécessite d'être inventifs, de surveiller les meilleures actions réalisées ailleurs, de les répéter, de les adapter, de les améliorer. Là encore, notre blog de grève est un outil parmi d'autres, au service du mouvement, pour connaître ce qui se fait ailleurs.

Il en va de même pour la tenue des assemblées générales. Nous sommes, par principe, partisans des assemblées générales et de l'auto-organisation du mouvement à la base. Mais il fait être précis sur ce que cela signifie. On met, sous le même vocable, des choses de nature très différentes. Pour certains syndicalistes, il s'agit de réunir les travailleurs pour écouter les leaders syndicaux, puis voter pour un résultat connu à l'avance. Mais, pour des militants qui souhaitent sincèrement des assemblées générales animées de véritables débats, la réalité pratique est souvent une grande déconvenue, qui reproduit exactement les même travers : le fait de donner la parole à la salle ne signifie pas qu'elle va la prendre, surtout là où n'existe pas une tradition de luttes sociales, de grèves et de discussions à la base. Ce n'est pas parce que les premières sont ratées qu'elles le seront toujours la parole se libère lentement. La parole se libère lentement, en fonction de l'évolution générale et locale du mouvement.

Un nouvel aspect du mouvement, c'est qu'il commence à engendrer une véritable solidarité internationale. L'annonce la plus importante, c'est naturellement celle de la CGSP (Confédération générale des services publics) belge, qui a déclaré qu'elle appellerait à des débrayages pour stopper toute tentative de faire transiter de l'essence vers la France via la Belgique. La tenue de rassemblements au Brésil, au Maroc, ou en Grande-Bretagne – ce dernier à l'appel de camarades communistes-ouvriers – est un signe de l'intérêt que suscite le mouvement français. C'est le sens de l'appel international aux organisations ouvrières que nous avons préparé. Cet élan international de soutien devrait jouer, si le mouvement se prolonge, un rôle important, notamment s'il débouche sur des actions concrètes (soutien financier, blocages d'exportation,...). Cela peut avoir des répercussions directes sur le mouvement ouvrier européen.

2/ L'intersyndicale sous pression

La force du mouvement, malgré son hétérogénéité, a contraint l'intersyndicale à conserver un semblant d'unité et à reconduire des dates sur les 15 jours. Les appels du pied de dernières minutes lancés par le sénat à l'égard de la CFDT, sur la question de la « retraite à points », n'ont apparemment pas fonctionné. Contrairement à 2003, où la CFDT assumait sa position et ne lançait pas ses troupes dans la bataille, elle a mobilisé et se trouve impliqué dans les raffineries ou chez les routiers, y compris dans les blocages. Il lui sera plus difficile de les faire rentrer maintenant. Même si le choix des dates laisser penser à une tentative de décélération du mouvement, comme l'ont dénoncé FO et Solidaires, cela peut constituer un avantage pour un mouvement qui s'installe dans la durée, en donnant une visibilité sur les quinze jours à venir. Mais c'est à la fois une force du mouvement jusqu'ici, et une limite aujourd'hui, puisque cette unité de façade est susceptible de se fissurer très vite, que les syndicats craignent précisément cette radicalisation. Tant que l'intersyndicale conserve un rôle effectif pour imprimer le rythme du mouvement, il sera plus efficace d'employer cette décision à notre avantage que de la dénoncer.

Le gouvernement ne joue plus le jeu des négociations, contrairement à 1995 ou 2003. Il ne donne pas le moindre os à ronger, même aux syndicats les plus réformistes de l'Intersyndicale. Avec cette question de retraite à 62 / 67 ans, le gouvernement veut donner un coup de massue à l'ensemble du monde du travail y compris à ses organisations les plus bureaucratiques et réformistes. Cela met en échec leur stratégie, leur rôle privilégié d'interlocuteurs de l'état et patronat, ce qui les oblige à adopter une posture syndicale et militante pour démontrer qu'ils sont encore indispensables. Cela les conduit malgré eux à accompagner la radicalisation du mouvement malgré la peur qu'ils en ont et qu'ils expriment ouvertement.

Nous devons compte du fait qu'il existe une forte demande d'unité syndicale à tous les niveaux, dans un mouvement qui reste très encadré par les syndicats. Non seulement il n'y a pas de véritable débordement hors du cadre syndical, même si la pression est forte à la base pour une mobilisation, mais il y a peu de raisons qu'il y en ait, tant que les directions syndicales semblent appuyer le mouvement et qu'elles ne le trahissent pas. Il en va de même à l'échelle locale : les villes, les bassins d'emploi, les départements dans lesquels le mouvements est le plus puissant sont ceux où il existe une intersyndicale locale, qui assure la direction du mouvement et fait de propositions d'actions au-delà des manifestations nationales. Cela répond à cette demande d'unité, qui exerce une pression sur les directions syndicales. Ce cadre syndical qui marque le mouvement limite les possibilités, à ce stade, de dénoncer les tactiques des directions syndicales de manière efficace. Nous pouvons le faire, mais il reste plus efficace pour développer le mouvement et lui donner la possibilité d'évoluer vers des formes plus radicales, d'appuyer la mise en place d'intersyndicales locales partout où c'est possible. Nous avons besoin, d'un point de vue stratégique, d'un mouvement qui se développe en ampleur pour que puisse s'y développer des formes de radicalisation.

3/ Des centres stratégiques

Les raffineries jouent un rôle stratégique au niveau national. La majorité de la classe ouvrière est prête à affronter la pénurie d'essence et à soutenir les grévistes. C'est un phénomène très important : des gens qui ne sont pas prêts à faire grève par eux-mêmes, sont prêts à soutenir celles-ci financièrement en sachant qu'ils en subiront les conséquences dans leur vie quotidienne sous peu. On peut dénoncer les grèves par procuration, et c'est important de le faire quand il s'agit de discuter avec des collègues pour les mobiliser, mais il faut aussi analyser le rôle que joue cette attitude.

19 octobre 2010 : blocage du MIN de Lomme (59),feux de palette sur le rond-point.



Au-delà des incertitudes et des craintes liées aux pertes de salaire, aux pressions patronales ou à la peur du chômage, il s'agit d'une reconnaissance du caractère plus ou moins stratégique de sa propre situation. Certains salariés, certains secteurs pensent, à tort ou à raison, qu'ils n'ont aucune capacité de blocage, ou, dans les services publics et apparentés, que faire grève nuit plus aux usagers qu'au gouvernement et au patrons. Cela constitue une limite subjective à l'entrée en grève, même si c'est rarement le seul facteur d'explication – et qu'il joue surtout là où n'existent pas de fortes traditions de luttes. De leurs côté, les cheminots expriment à juste titre leur crainte d'être isolés et leur refus d'être les sujets d'une grève par procuration, mais n'en font pas moins massivement grève parce qu'ils sont conscients de leur rôle stratégique. Les ouvriers des raffineries, les routiers, sont un cas très frappants, puisqu'ils bénéficient d'un statut de retraite plus avantageux, qui n'est pas directement menacés, mais qu'ils sont conscient de devoir défendre maintenant pour ne pas être isolés s'il est menacé plus tard. Ils emploient de manière optimale leur rôle stratégique pour l'ensemble du mouvement social.

Cette question des centres stratégiques joue également un rôle à l'échelle locale, mais d'une manière différente. L'existence d'un secteur de grève dure dans une ville est une condition essentielle pour la réussite du mouvement à l'échelle locale. Mais il ne s'agit pas nécessairement d'un secteur stratégique, au même sens qu'il en existe au niveau national : une entreprise en lutte, même pour des raisons qui ne sont pas directement liées aux retraites, un service municipal qui dispose d'un certain réseau social (comme les cantines de Marseille), peuvent jouer ce rôle, peuvent jouer ce rôle et assurer un certain leadership sur le mouvement à l'échelle d'une ville, surtout si les meneurs ont conscience du leadership qu'ils peuvent exercer et des responsabilités que cela leur confère. Par contre, en l'absence d'un secteur et d'une équipe capable d'assumer ce rôle, la mobilisation est d'un moindre niveau. En termes tactiques et militants, cela signifie qu'il faut essayer d'identifier quel secteur, quelle entreprise, pourrait jouer ce rôle et mettre l'accent dessus, en terme de solidarité locale pour assurer la continuation du mouvement. Dans les deux cas, national et local, la question de la solidarité financière et matérielle est importante.

« Nous faisons face à une police et une armée équipée et entraînée pour la guerre civile, face à laquelle nous sommes désarmés, incapable de résister plus que de manière symbolique. C'est une responsabilité pour une organisation communiste que d'aborder ces questions sans détours. »

4/ Répression et organisations des actions

La répression a commencé par frapper très durement les lycéens, dès le premier jour du mouvement : interpellations massives, comparutions immédiates, sentences lourdes, « tolérance zéro ». C'est particulièrement net dans les petites villes ouvrières de province, avec un taux de chômage massif chez les jeunes, où les affrontements avec les flics ont été particulièrement violents. Dans certaines villes, comme à Saint-Nazaire, où il existe une tradition de bagarres ouvrières contre la police, cela s'est produit également. Mais maintenant, cette répression s'abat également sur les travailleurs, notamment les syndicalistes investis dans les blocages. Il ne s'agit pas seulement d'interpellations lors des actions, mais aussi et surtout des convocations ou des arrestations a posteriori. Il ne s'agit pas de « débordements » policiers, mais bien d'une politique déterminée, choisie au plus au niveau et appliquée implacablement – souvent, par des flics qui partagent les inquiétudes des manifestants sur leurs retraites, mais se soumettent aux ordres sans états d'âmes.

Les moyens de défense juridiques se mettent lentement en place. Si les centrales syndicales disposent de moyens rôdés pour défendre leurs propres militants, les lycéens, les jeunes, les non-syndiqués, sont particulièrement exposés à la répression. De plus, en dehors des milieux habitués à la confrontation avec la police, les connaissances des « gestes qui sauvent », lors d'une interpellation, d'une garde à vue ou d'une comparution immédiate, sont peu diffusés. Les « legal teams » et autres systèmes d'information et de protection juridique se mettent lentement en place, réagissant à la répression plutôt que la devançant. C'est une faiblesse évidente, non seulement du mouvement, mais aussi et surtout des organisations qui agissent en son sein.

Il existe une bonne culture de l'action de blocage, en milieu ouvrier, mais presque aucun moyen de les maintenir face aux flics. Quand ils mettent la pression, il faut plier bagage. Cela rend la guérilla ouvrière très dépendante des marges de tolérance de l'état, plus ou moins grande selon les situations locales. Bien sûr, le nombre, la détermination, permettent d'imposer un rapport de force et la multiplication des actions, de compliquer la tâche de l'adversaire, mais il n'existe pas véritablement de cas où il ait été possible de maintenir un blocage face à une police décidée à le démanteler. C'est un véritable problème, dont il faut discuter sérieusement.

Appeler à un blocage, c'est aussi assurer sa préparation technique et la protection des manifestants. Cela devrait vouloir dire, être en mesure de l'imposer sans pour autant faire courir de risques inutiles à celles et ceux qui ne sont venus pour ça. Or, les SO des syndicats sont obnubilés par la chasse aux « casseurs », à la sécurité des flics dans les manifs, mais ne s'intéressent pas à garantir le succès des actions ou à protéger les manifestants. Il en va de même pour la défense des sites, notamment des raffineries, qui ne peuvent pas résister, dans l'état actuel des choses, aux multiples réquisitions. Cela limite l'impact de leur grève, pourtant stratégique pour l'ensemble du mouvement. Nous faisons face à une police et une armée équipée et entraînée pour la guerre civile, face à laquelle nous sommes désarmés, incapable de résister plus que de manière symbolique. C'est une responsabilité pour une organisation communiste que d'aborder ces questions sans détours. Le contraire, c'est entretenir la mentalité pacifiste, légaliste et républicaine qui plombe le mouvement ouvrier.

II – Perspectives

1/ Derrière les retraites, l'esclavage salarié

Les revendications détaillées des syndicats et les acrobaties sur la question du retrait n'apparaissent pas vraiment dans les manifs. Par exemple, nous avons critiqué la question des annuités, mais si elles apparaissent dans les tracts syndicaux, elles ne jouent aucun rôle dans les slogans, dans les banderoles. En réalité, il n'y a pas vraiment de revendications, même si le maintien de la retraite à 60 ans conserve un rôle mobilisateur important. Derrière les retraites, la colère ouvrière est dirigée contre l'exploitation, contre l'esclavage salarié en général – personne n'a envie de bosser plus longtemps dans les conditions pourries de l'exploitation capitaliste.

Cependant, chez les jeunes, les lycéens surtout, c'est moins cet aspect parfaitement virtuel de l'allongement de l'âge de la retraite que la crainte du chômage. Les deux aspects se complètent comme critique du capitalisme, mais fonctionnent selon des ressorts très différents. C'est pour cela que, dans notre travail, il faudra continuer à la fois à critiquer de manière fine les revendications des syndicats et des partis de gauche, sur ces deux sujets. Nous avons atteint un niveau de mobilisation, au moins dans la frange la plus motivée du mouvement, où il est tout à fait possible de discuter ces questions et faire apparaître un discours communiste.

2/ La question du pouvoir politique

La question du pouvoir politique, qui s'exprime dans la hargne contre Sarkozy, est essentielle, mais elle n'est pas posée telle quelle – sauf en terme d'alternance électorale. C'est-à-dire que tout le monde, dans le mouvement, clame sa haine du gouvernement, rêve de la voir tomber, mais sans que cela soit jamais posé comme une alternative possible, comme une question concrète. Confondre la chute d'un gouvernement, même si cela peut constituer un moment fort de cette crise, avec celle de l'état, serait une grossière erreur. Mais surtout, au mieux, on considère que la grève générale, volontiers présentée comme une panacée, voire un fin en soi, pourrais contraindre le gouvernement à la démission. Or, la grève générale n'est pas une fin en soi, ni un moyen suffisant pour changer les choses. Elle permet de se mobiliser, de s'organiser et de créer les conditions d'une crise politique, d'une division au sommet, mais cela ne suffira pas à briser l'état capitaliste.

Bien sûr, il ne s'agit pas de lancer à tort et à travers des appels à l'insurrection pour se donner des allures révolutionnaires, mais par contre, dans notre manière d'aborder les questions politiques et les limites du mouvement, il faut en parler : critiquer Sarkozy et son gouvernement, les conspuer ne sert à rien, si on ne prend pas sérieusement en considération les moyens nécessaires pour le renverser, et cela commence par marteler le fait que cela ne se fera pas sans une insurrection pour arracher le pouvoir à la classe dominante.

15 novembre 2010 : blocage routier



06/11/2010

CE QUE VOTE UNE POIGNÉE DE DÉPUTÉS ET DE SÉNATEURS PEUT ÊTRE BRISÉ PAR DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS !

Avec l'adoption de la loi par le sénat puis le parlement, certains considèrent que cela ne servirait plus à rien de se battre. Ainsi une poignée de députés et de sénateurs seraient plus forts que des millions de travailleurs ?

Qu'il s'agisse du président de la république, des députés, des sénateurs ou de tout autre gestionnaires du système capitaliste, ils n'ont, aux yeux des travailleuses et des travailleurs, aucune légitimité.

Dans les quartiers populaires, les taux d'abstention battent des records, et une partie de la classe ouvrière n'a même pas le droit de vote sous prétexte de nationalité étrangère. Et surtout, la violente répression qui s'est abattue sur la jeunesse et les travailleurs de France, avec des milliers de lycéens arrêtés, les multiples provocations policières, des travailleurs condamnés à de la prison ferme suite à des jugements en comparution immédiate, des scènes dignes des dictatures avec la présence massive de CRS, de la gendarmerie, du GIPN et d'hélicoptères occupant le centre de Lyon, et la réquisition d'ouvriers grévistes avec des menaces de peines allant jusqu'à cinq ans de prison a montré quel est, **derrière les apparences démocratiques de la République, la véritable nature de l'État bourgeois : une « bandes d'hommes armés » assurant la dictature du capital sur la classe ouvrière et sur l'ensemble de la société.**

On notera aussi que ces parlementaires, bien décidés à nous faire travailler plus longtemps, ont repoussé à plus tard la réforme de leurs propres régimes de retraites ! Déjà, alors que notre pouvoir d'achat baisse, que nos fins de mois sont de plus en plus difficile, Sarkozy s'était accordé une augmentation de plus de 200% !

Voilà bien toute l'hypocrisie de cette bande de politiciens, fidèles serviteurs du système capitaliste, deux années de travail en plus pour celles et ceux qui s'épuisent et se ruinent la santé sur les chantiers, dans les ateliers et les bureaux, mais pas un trimestre de plus pour ceux qui roupillent à l'assemblée ! Des salaires qui ne permettent même plus de vivre décemment pour celles et ceux qui produisent toutes les richesses, et des augmentations fabuleuses pour le chef de l'Etat ! L'austérité, c'est toujours pour les mêmes, pour les ouvriers, pour les employés, pour les chômeurs, alors que les grands actionnaires et les patrons se partagent des milliards et que les politiciens à leur service bénéficient de privilèges.

Non ! Qu'ils soient sénateurs, députés, présidents, ministres, etc., de droite ou de gauche, tous ces gens-là ne nous représentent pas, nous les travailleuses et les travailleurs, ils gèrent la société capitaliste pour le seul intérêt des bourgeois, veulent nous faire payer la crise de leur système économique et nous envoient leurs forces de répression quand nous relevons la tête !

Et certains politiciens de gauche nous disent que maintenant, la prochaine étape ce serait non plus les grèves et les manifestations, mais les élections de 2012. Attendre les élections de 2012, c'est enterrer nos luttes et nos espoirs.

Depuis 1981, les travailleuses et les travailleurs ont fait la cruelle expérience que les élections passent, que les dirigeants et gouvernements changent, mais que la situation reste la même : le chômage de masse, les cures d'austérité, les licenciements et la misère pour des millions de travailleurs, les profits en hausse et des milliards d'euros de cadeaux à une poignée de capitalistes. **Que nous importe, à nous, travailleurs, les noms des futurs gestionnaires du capitalisme, de ses crises et des nouvelles privations qu'il va nous imposer.** Nous n'avons rien à espérer d'un DSK, de Martine Aubry ou d'un Mélenchon.

La grève des raffineries a montré la puissance de notre classe sociale. Travailleuses et travailleurs, c'est nous qui produisons toutes les richesses, nous sommes des millions, alors que les capitalistes et leurs valets politiciens ne sont qu'une poignée. Dans la lutte, tous ensemble, nous pouvons gagner ! Dans les isoloirs, par contre, nous ne pouvons que perdre.

Qu'importe ce qu'ils votent dans leurs assemblées et n'attendons ni 2012, ni l'arrivée du messie c'est dans la lutte résolue que nous pouvons gagner sur nos revendications et que demain nous pourrons mettre à bas ce système d'exploitation. Face à la logique du capitalisme, ses crises et la misère qu'il engendre, il faut opposer celle de la satisfaction des besoins de toutes et tous, en un mot le socialisme.

Initiative Communiste Ouvrière
www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | 06 17 56 01 74

Union Pour le Communisme
sites.google.com/site/unionpourlecommunisme
upcommunisme@no-log.org

La crise c'est les capitalistes / la solution c'est nous, les travailleurs et les travailleuses

08/11/2010

Camile Boudjak

Avec la lutte pour le maintien de la retraite à 60 ans, le monde du travail a relevé la tête. Des futurs salariés et futurs chômeurs que sont les lycéens aux anciens travailleurs que sont les retraités, en passant par différentes catégories de salarié(e)s, c'est toute la population laborieuse qui s'est opposé au patronat et à son gouvernement. En refusant l'augmentation du nombre d'années d'exploitation, manifestant(e)s et grévistes ont posé bien d'autres questions : celle du ras-le-bol de la dégradation des conditions de travail, des salaires qui ne permettent pas de joindre les deux bouts, du chômage de masse, etc. En bref, les travailleuses et travailleurs de France ont affirmé que ce n'est pas à la classe ouvrière de payer pour la crise du capitalisme.

Les nombreux messages et actions de solidarité ont montré que la lutte en France a un caractère international. C'est la même lutte que celle que mène les travailleurs et la jeunesse de Grèce, les salariés d'Espagne, les prolétaires de Grande-Bretagne, les cheminots d'Allemagne ou les ouvriers du Portugal, de Roumanie ou d'Italie ; et au-delà de l'Europe, c'est la même question et la même lutte que l'on retrouve chez les métallurgistes d'Algérie, les mineurs de Bolivie, les familles pauvres expulsées des Etats-Unis, les ouvrières du textile du Bangladesh, la population d'Iran, etc. Ce qui se joue en France, c'est ce qui se joue dans le monde entier : la lutte de la classe ouvrière face à un système capitaliste en crise qui n'offre que toujours plus de misère, de privations et de barbaries à l'ensemble de l'humanité.

« La panique qui s'est emparé du gouvernement lors de la grève des raffineries montre la puissance de notre classe. La classe ouvrière, ce n'est pas seulement des milliards d'êtres humains privés de tout droit de décision sur leurs propres vies, mais aussi une classe puissante de part sa place dans le processus de production.

La violente répression qui s'est abattue sur la jeunesse et les travailleurs de France, avec des milliers de lycéens arrêtés, les multiples provocations policières, des travailleurs condamnés à de la prison ferme suite à des jugements express en comparution immédiate, des scènes dignes des dictatures avec la présence massive de CRS, de la gendarmerie, du GIPN et d'hélicoptères occupant le centre de Lyon, et la réquisition d'ouvriers grévistes avec des menaces de peines allant jusqu'à cinq ans de prison a montré quel est, derrière les apparences démocratiques de la République, la véritable nature de l'État bourgeois : un « groupe de gars armés » assurant la dictature du capital sur la classe ouvrière et sur l'ensemble de la société.

Le rejet massif, au-delà de la question des retraites et des nouvelles cures d'austérité à venir, de la politique anti-ouvrière, raciste et répressive du gouvernement Sarkozy, pose, au-delà des revendications à la fois économiques et politiques. Or, pour la gauche bourgeoise et une partie des bureaucrates syndicaux le « débouché politique » aux luttes ouvrière se résume à attendre les élections de 2012, ce qui revient finalement à freiner et à enterrer nos luttes et nos espoirs. Depuis 1981, les travailleuses et les travailleurs ont fait la cruelle expérience que les élections passent, que les dirigeants et gouvernements changent, mais que la situation reste la même : le chômage de masse, les cures d'austérité, les licenciements et la misère pour des millions de travailleurs, les profits en hausse et des milliards d'euros de cadeaux à une poignée de capitalistes. Que nous importe, à nous, travailleurs, les noms des futurs gestionnaires du capitalisme, de ses crises et des nouvelles privations qu'il va nous imposer. Poser la question du débouché politique, ce n'est pas espérer quoique ce soit d'un DSK, de Martine Aubry ou d'un Mélenchon. La question qui nous intéresse n'est pas quel sera le nouveau gestionnaire du système capitaliste, mais quelle classe doit prendre en main la direction de la société : la bourgeoisie, que ce soit par ses partis de droite ou de gauche, ou notre classe sociale, la classe ouvrière.

La panique qui s'est emparé du gouvernement lors de la grève des raffineries montre la puissance de notre classe. La classe ouvrière, ce n'est pas seulement des milliards d'êtres humains privés de tout droit de décision sur leurs propres vies, mais aussi une classe puissante de part sa place dans le processus de production. Par la grève, les travailleuses et les travailleurs montrent leur puissance puisque toutes les richesses sont produites par leurs bras et leurs cerveaux. En s'émancipant, en prenant la direction de la société, la classe ouvrière n'assure pas simplement la réalisation de ses revendications économiques, elle fait plus que se libérer elle-même, elle ouvre la perspective de l'émancipation de toute l'humanité. Si une production tournée vers la satisfaction des besoins de l'humanité et non les profits d'une minorité, l'abolition de l'esclavage salarié et la socialisation des moyens de production sont au cœur du programme de la classe ouvrière, il comporte également la lutte intransigeante contre le poison du racisme et du nationalisme, la lutte pour l'émancipation de l'oppression millénaire que subit encore en ce début de 21ème siècle la moitié de l'humanité sous

prétexte qu'elles sont nées femmes, la fin des guerres et du militarisme qui ensanglantent des régions entières dans les conflits entre factions bourgeoises pour le contrôle des matières premières et des marchés, etc. En bref, la question de la direction de la société par la classe ouvrière ou par la bourgeoisie, peut se résumer dans ces mots : socialisme ou barbarie !

La force du mouvement contre la réforme Sarkozy sur les retraites c'est son inventivité et la volonté de nombreux travailleurs de sortir du cadre étriqué du corporatisme, d'aller à la rencontre d'autres travailleurs. Dans la lutte, au delà de la question des retraites, bien des revendications, communes à toute la classe ouvrière, ont pu émerger comme les salaires, la précarité, les conditions de travail, etc. Mais la faiblesse du mouvement est que sa direction soit dans les mains d'une intersyndicale, avec des mots d'ordre flous (« une réforme juste » par exemple plutôt que le retrait de la loi) et une absence de volonté d'affronter réellement a bourgeoisie et son appareil d'État. C'est ainsi que face à la déclaration de guerre contre l'ensemble du monde du travail que fut l'ordre de réquisition contre les grévistes des raffineries, l'intersyndicale nationale a laissé les ouvriers des raffineries seuls, se limitant à des actions juridiques, plutôt que de répondre par un appel à la mobilisation de tous les travailleurs.

La réalisation de nos revendications ne pourra être réalisée par le biais d'élections ou de négociation avec le patronat et ses représentants. Elle nécessite la mobilisation de la classe ouvrière et la création de ses propres outils pour mener cette lutte à bien : mise en place de comités de grève ou de mobilisation contrôlés par les travailleurs en lutte, leur regroupement à l'échelle du pays pour constituer une direction émanant des travailleurs eux-mêmes, la prise en charge par ces comités de toutes les tâches nécessaires à la lutte, y compris celles de l'autodéfense. Si la grève générale est une arme efficace pour mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière face à la bourgeoisie, elle ne saurait suffire pour renverser définitivement le pouvoir de la bourgeoisie. La révolution, c'est-à-dire le renversement de la classe au pouvoir par la classe opprimée, nécessitera, en plus de la grève générale et de structures de pouvoir ouvrier, l'insurrection. C'est donc dans cette perspective que doivent s'organiser les travailleuses et les travailleurs qui veulent en finir avec l'exploitation capitaliste et toute forme d'oppression.

A propos de la lutte à Lyon

10/11/2010

Yadi Kohi

JEUDI 21 OCTOBRE AU MATIN, des étudiant(e)s et des militant(e)s du syndicat CGT chômeurs du Rhône sont allés remettre environ 150 euros qu'ils avaient collectés aux ouvriers en grève de la raffinerie Total de Feyzin dans la banlieue de Lyon. C'est ici, sur les piquets de grève de la raffinerie, que battait le coeur du mouvement et de la classe ouvrière de Lyon. Au delà des différences de nationalité ou d'origine, nous nous sentions tous membres d'une seule et même classe en lutte pour une vie meilleure.

Dans l'après-midi, un rassemblement de lycéens et d'étudiants était organisé devant le bureau de la Poste Centrale Place Bellecour à Lyon. Environ 2.000 ou 3.000 personnes était présentes. La police n'a pas laissé la manifestation s'organiser. Il y avait des barrages de CRS tout autour de la Place Bellecour. La police a bloqué un groupe de quelques centaines de jeunes au milieu de la place pour y trouver un prétendu « casseur ». Autour, les autres manifestant(e)s criaient « libérez nos camarades » et « police partout, justice nulle part ».

Les forces de répression ont tiré des gaz lacrymogènes, le GIGN était présent en plus des gendarmes mobiles et CRS et des hélicoptères de la police et de la gendarmerie survolaient la place. Voilà le vrai visage de la démocratie française dévoilé : des arrestations, l'occupation du centre-ville par les forces de l'anti-terrorisme, de la police et de l'armée. Tout en se proclamant « républicain » et « démocratique », l'État français reste l'État de la bourgeoisie, c'est à dire un organe de répression au service de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. La manifestation est donc partie en direction de la Bourse du Travail où la journée s'est finie par une Assemblée Générale.

En plus des différentes manifestations et actions, nous nous retrouvions, travailleurs, chômeurs, étudiants, militants ou non, tous les matins à partir de six heures, pour distribuer des tracts et discuter avec les travailleurs pour les appeler à entrer dans le mouvement et la lutte. La période est critique en France. Le mouvement actuel dans les rues offre une possibilité importante pour la gauche française d'organiser le mécontentement de la classe ouvrière et des futurs travailleurs contre la classe bourgeoise. La question est de savoir si la gauche française est prête pour cette bataille contre la bourgeoisie. Ce qui manque en France, c'est le communisme ouvrier, qui permettrait de renverser ce système d'exploitation des travailleurs, et de mettre en place le socialisme.

L'histoire ne repasse pas deux fois les mêmes plats, c'est maintenant qu'il faut s'organiser.

Face à la stratégie répressive de l'Etat

11/11/2010

Nicolas Dessaux

Depuis le début du mouvement sur les retraites, l'état a réagi de manière très répressive. Dès les premières manifestations, le moindre débordement, le moindre jet de bouteille, a donné lieu à des charges de CRS, des gaz lacrymos, des arrestations, des comparutions immédiates, des condamnations. Dès le 23 septembre, des ouvriers ont été arrêtés à Saint-Nazaire, et depuis, les condamnations, les mises à pied, les sanctions et les menaces pleuvent contre les travailleurs qui prennent part à des actions de blocage. Depuis le début du mouvement lycéen, les arrestations et les condamnations pleuvent, et il y a déjà eu plusieurs blessés. Il s'agit d'une stratégie répressive déterminés. Quiconque à l'expérience des manifestations sait que des CRS peuvent rester des heures sous une pluie de projectiles sans broncher, tant qu'ils n'ont pas reçus d'ordres. Leurs méthodes actuelles sont le fruit d'une stratégie déterminée, mise en œuvre par des professionnels, décidée au plus haut niveau de l'état.

Bien sûr, ils font face à un phénomène nouveau, qui est la radicalité du mouvement lycéen. Dans les petites villes ouvrières, confrontées à un chômage massif, les manifestations lycéennes sont très dures, tournant presque à l'émeute. Les lycéens entrent dans le mouvement comme de futurs précaires, comme partie de la classe ouvrière, et pas du tout sur des questions éducatives comme jadis. Mais cela ne suffit pas à expliquer la répression, qui n'est pas simplement une réaction excessive à quelque chose de neuf. C'est la forme d'action normale d'une police formée dans la perspective des émeutes généralisées et de la guérilla urbaine.

Cette répression frappe aussi les usines en grève. Les CRS sont intervenus à plusieurs reprises dans les raffineries, pour débloquer des voies de chemin de fers occupées, et on risque de les voir encore à l'œuvre, avec leur équipement de plus en plus performant, face aux blocages économiques. Or, le problème, du point de vue des travailleurs, c'est la disproportion entre les moyens employés par la police et ceux employés par les ouvriers en grève ou les lycéens qui manifestent. Quelques canettes, des boulons, des projectiles improvisés, face à des hommes en armure, avec des blindés légers… C'est encore plus vrai dans les actions de blocages que nous menons chaque matin ou presque : les policiers sont face à nous, suréquipés, et il n'y a pas d'autre moyen que de plier bagages si nous voulons éviter les interpellations ou les violences policières.

Le mouvement se considère, même lorsqu'il se radicalise, comme légitime et somme toute, comme l'expression réelle de la démocratie – comme le dit le slogan « la vraie démocratie, elle est ici », qu'on entends souvent dans les manifs. Pire, il tend à croire que l'état émane de lui, bien que chaque mot, chaque acte du gouvernement lui démontre le contraire quotidiennement. La société est désarmée, dans tous les sens du mot, face à la violence répressive de l'état. Elle veut croire à la démocratie, là où elle ne rencontre que la guerre de classe dans toute sa cruelle rigueur.

« La société est désarmée, dans tous les sens du mot, face à la violence répressive de l'état. Elle veut croire à la démocratie, là où elle ne rencontre que la guerre de classe dans toute sa cruelle rigueur. »

Pour le mouvement social, c'est une grande faiblesse, car il n'est pas du tout préparé à affronter la répression. Il existe des dispositifs de solidarité pour les personnes emprisonnées, des informations pour affronter la répression, convergent autonomes et juristes. Mais il n'existe pas une culture généralisée, au sein du mouvement social, de la résistance à la répression, pour ne rien dire des capacités à résister effectivement face aux coups durs (protéger une raffinerie en grève, par exemple) ou à mener l'offensive (occuper un bâtiment, mener une action coup-de-poing sans faire prendre de risques inutiles aux personnes impliquées). Résultat, lorsque de telles opérations sont décidées, elles mettent en danger les participants, ou sont vouées à l'échec dès que l'état adopte une attitude répressive, dès qu'il cesse de les tolérer. Dans ces conditions, le mouvement social courre à la défaite sitôt qu'il affronte, comme c'est le cas aujourd'hui, un pouvoir déterminé, droit dans ses bottes, prêt à briser la classe ouvrière par tous les moyens.

Créer, diffuser cette culture de la défense et de l'action bien organisée, capable de protéger et de mener à bien les objectifs décidés sans craindre la police, fait partie des tâches des communistes. Notre objectif, clair et avoué, est le renversement de l'état capitaliste et la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Nous ne pensons pas qu'il suffise d'une grève générale pour cela, même si cela y contribue. On nous parle souvent de révolution, mais en faisant un mot creux, un rêve lointain, quelque chose qui n'a pas de réalité concrète. C'est irresponsable, comme façon d'aborder les choses. Au contraire, nous pensons qu'une révolution est quelque chose de possible, de concret, qui se prépare et qui passe par l'affrontement armé avec le pouvoir – parce que celui-ci ne nous fera pas le plaisir de tomber tout seul. Aujourd'hui, l'état prépare sa police, son armée, à la guerre civile. Nous ne pouvons pas nous y soustraire. C'est la leçon de toutes les révolutions du passé, c'est l'expérience quotidienne des luttes sociales. Mettre la question au cœur du débat, sans édulcorer, sans passer sous silence les véritables questions que cela pose, c'est avoir une attitude responsable et claire, et c'est une première étape.

« Je ne peux pas imaginer de bosser deux ans de plus dans cette boite »

11/12/2010

Nicolas Dessaux

Le mouvement de défense de l'âge de la retraite s'achève sur un échec. Même si la plupart des grévistes sont rentrés au boulot avec la ferme conviction qu'ils étaient prêts à repartir, que ça ne s'arrêterait pas là, que leur colère était intacte, la loi sur les retraites est passée en définitive sans encombre. Plusieurs millions de personnes se sont mobilisées, même si c'est dans le cadre limité et traditionnel des manifestations syndicales.

Pour la plupart, l'implication n'a pas été telle que cet échec soit réellement vécu comme une défaite, que cela entraîne une véritable démoralisation. Pour les militants, malgré la répression, l'idée que la lutte pourrait reprendre rapidement semble bien ancrée dans les esprits.

Un ras le bol général...

Malgré l'ampleur des manifs, le mouvement n'a jamais atteint le stade « mythique » de la grève générale. Est-ce que c'est le bon critère pour le juger ? Oui, si on considère la grève générale comme un accomplissement, une fin en soi, la seule mesure de comparaison du mouvement ouvrier. Non, si on essaie de comprendre le mouvement tel qu'il se déroule, sans norme préétablie. On peut constater qu'il n'a pas atteint l'objectif qu'il s'était apparemment fixé, c'est-à-dire maintenir l'âge de la retraite tel qu'il existe aujourd'hui.

Mais était-ce le véritable objectif ? En dehors des proclamations syndicales, on a eu le sentiment d'un ras-le-bol généralisé, que les appels à manifester ont permis de focaliser.

« Le vrai ras-le-bol, le plus explicite, le plus quotidien, c'est celui du boulot. D'une certaine manière, cela contribue à relativiser l'échec, puisque le problème de fond est au-delà des revendications. »

L'objet de ce ras-le-bol, c'est tout à la fois Sarkozy et son gouvernement, la sensation d'enlisement économique – hausse des prix, bas salaires, endettement, précarité, et puis, ce qui est revenu le plus souvent dans les conversations : « je peux pas imaginer de bosser deux ans de plus dans cette boite ».

Le vrai ras-le-bol, le plus explicite, le plus quotidien, c'est celui du boulot. D'une certaine manière, cela contribue à relativiser l'échec, puisque le problème de fond est au-delà des revendications.

Des assemblées générales

Ce mouvement a vu fleurir des assemblées générales, que ce soit sur les lieux de travail ou en dehors, avec toutes les formes intermédiaires possibles : AG de boites ouvertes aux extérieurs, intersyndicales locales élargies, AG interpro, ...

Pour la première fois, ces assemblées ont tenté de se structurer à l'échelle nationale avec la rencontre de Tours, et tentent aujourd'hui de survivre au mouvement sous la forme d'un réseau. Nous avons clairement affiché, dès le début du mouvement, que notre priorité allait à la construction de la grève dans les boîtes.

Mais, quelques soient les limites de ces AG sous leurs formes actuelles, leur faible capacité de mobilisation (à l'exception de quelques villes comme Le Havre), leur difficulté à sortir des réseaux militants préexistants, elles constituent une forme d'organisation du mouvement à la base dont nous défendons le principe. Sans se faire d'illusions sur leur impact dans le mouvement, il faudra être attentif au rôle qu'elles pourraient prendre à l'avenir.

Des blocages économiques

Il en va de même pour les « blocages économiques ». La grève des raffineries, restée sous contrôle des centrales syndicales, a été tuée au moment même où elle suscitait la solidarité la plus large, entraînant avec elle le mouvement dans son ensemble. La grève s'est terminée brusquement sur l'annonce de la fermeture définitive de deux sites (Flandres et Reichstett).

C'est l'essence même de la contre-révolution capitaliste, la « restructuration », telle qu'elle est appliquée depuis les années 70 : briser les secteurs plus militants de la classe ouvrière, et par conséquent ceux dont le coût du travail est le plus élevé, en jouant sur les possibilités offertes par la chaîne mondiale du travail. Voilà le moteur de la « globalisation », qui est en grande partie une réponse patronale à la combativité ouvrière. Au-delà des raffineries, les « blocages économiques », même si leur effet est bien



moindre, voir souvent anecdotique malgré les plaintes geignardes des patrons, ont bénéficié d'un même élan de soutien, que tous les « bloqueurs » ont ressenti chaque matin. Ils ont surtout permis de poser au mouvement d'importantes questions de tactique et de stratégie, de replacer la question de la production, de la place des ouvriers de production, au centre du débat.

Là encore, c'est un point dont il faudra comprendre et évaluer l'importance dans les luttes à venir. On voit déjà que les luttes de boites, nombreuses pendant et après le mouvement sur les retraites, quelques soient les revendication avancées, empruntent volontiers les mêmes méthodes.

Des luttes dans toute l' Europe

Tout cela s'inscrit dans un mouvement plus global qui secoue l'Europe sous des formes variées : émeutes et manifestations en Grèce contre les coupes budgétaires, grèves générales en Espagne et au Portugal, mouvements étudiants en Grande-Bretagne et en Italie, manifestations en Allemagne,...

Chaque mouvement trouve ses répercussions dans le suivants : les blocages économiques ont été expérimentés en Grèce avant la France, et les étudiants anglais crient « tous ensemble » en Français dans leurs manifs.

Une nouvelle fois, ces mouvements sont à la fois reliés par des problèmes communs, par les coupes budgétaires, mais séparés par des frontières. Pas seulement des frontières géographiques, mais aussi et surtout les frontières entre les réseaux militants, entre les organisations ouvrières, qui éclatent nos combats selon les lignes tracées entre nous par les États capitalistes. Mais, peu à peu, ces frontières sont en train d'être franchies.

A nous de faire en sorte que, de nouveau, le spectre du communisme plane sur l'Europe. Être attentifs à ce qui se passe réellement dans la classe ouvrière, formuler les revendications de la manière la plus claire, organiser les luttes partout où nous sommes et rendre au projet communiste toute sa vitalité, voilà notre méthode et nos objectifs pour les combats à venir.

Référendum sur les retraites : bonne idée ou dérivatif ?

Stéphane Julien

Alors que les grèves reconductibles s'essoufflaient, puis de plus en plus après les levées de blocage dans les raffineries, les réseaux militants se sont mis à promouvoir l'Appel *pour un référendum sur la réforme des retraites* lancé par l'hebdomadaire Politis, comme un naufragé cherche désespérément une bouée.

Au-delà du fait que c'est illusoire (les textes sur le référendum d'initiative populaire ne sont même pas publiés et risquent de ne pas l'être de si tôt), qu'il s'agit d'un outil de mobilisation bien virtuel après la mobilisation que l'on a connu, il faut s'interroger sur le moment où cette pétition est mise en avant, sur ce qui en fait, sur le terrain, un accompagnement du repli de la lutte réelle.

Tout ce qui pourra être tenté pour reconquérir les droits perdus ne peut être a priori négligé, mais certaines fausses bonnes idées, à un moment donné de la mobilisation, peuvent jouer un rôle contre-productif : étaient-ce vraiment les salarié-e-s grévistes qui misaient et misent encore sur un petit clic devant leur ordinateur ? Est-ce vraiment là tout ce qui resterait désormais à leur proposer comme action ? Il est permis d'en douter.

La vraie vie et la vraie lutte demandent davantage d'efforts pour construire un rapport de force qu'une pétition douteusement appuyée sur un article de la Constitution bourgeoise.



Plate-forme revendicative



Debout contre les attaques des capitalistes et de leurs gouvernements, luttons jusqu'à la victoire !

Avec la lutte pour le maintien de la retraite à 60 ans, le monde du travail a relevé la tête. Des futurs salariés et futurs chômeurs que sont les lycéens aux anciens travailleurs que sont les retraités, en passant par différentes catégories de salarié(e)s, c'est toute la population laborieuse qui s'est opposé au patronat et à son gouvernement. En refusant l'augmentation du nombre d'années d'exploitation, manifestant(e)s et grévistes ont posé bien d'autres questions : celle du ras-le-bol de la dégradation des conditions de travail, du poids et du harcèlement des chefs et de la hiérarchie, des salaires qui ne permettent pas de joindre les deux bouts, du chômage de masse, etc. En bref, les travailleuses et travailleurs de France ont affirmé que ce n'est pas à la classe ouvrière de payer pour la crise du capitalisme. Les nombreux messages et actions de solidarité ont montré que la lutte en France a un caractère international. C'est la même lutte que celle que mène les travailleurs et la jeunesse de Grèce, les salariés d'Espagne, les prolétaires de Grande-Bretagne, les cheminots d'Allemagne ou les ouvriers du Portugal, de Roumanie ou d'Italie ; et au-delà de l'Europe, c'est la même question et la même lutte que l'on retrouve chez les métallurgistes d'Algérie, les mineurs de Bolivie, les familles pauvres expulsées des Etats-Unis, les ouvrières du textile du Bangladesh, la population d'Iran, etc. Ce qui se joue en France, c'est ce qui se joue dans le monde entier : la lutte de la classe ouvrière face à un système capitaliste en crise qui n'offre que toujours plus de misère, de privations et de barbaries à l'ensemble de l'humanité. La lutte continue ! Qu'une poignée de parlementaires aient voté la loi ne change rien, ils avaient aussi voté la loi sur le CPE avant que nous n'obtenions son abrogation.

Retraites, emplois, salaires, conditions de travail, etc. , tout est lié ! Aussi, nous proposons la plateforme revendicative suivante :

1. 60 ans c'est déjà trop ! Garantie de la retraite à 55 ans pour toutes et tous, quelque soit la durée de la carrière avec une pension équivalente au moins au SMIC ; retraite à 50 ans pour les métiers les plus pénibles et les plus éprouvants (bâtiment, travail de nuit, etc.).

2. Refus des attaques contre la Sécurité Sociale : gratuité des soins et des médicaments, maintien du salaire intégral pour tous les salariés malades ou victimes d'accidents du travail jusqu'au moment où ils sont aptes à la reprise. Interdiction du flicage des salariés malades ou accidentés par des organismes liés aux patrons.

3. Travailler moins pour travailler tous : 32 heures par semaine, sans perte de salaire. Interdiction du travail de nuit sauf dans les métiers où cela est socialement indispensable (hôpitaux par exemple). Création massive d'emplois pour répondre aux besoins de la population et réduire la charge de travail.

4. Hausse immédiate des salaires, pensions et allocations de 300 euros mensuels et augmentation du SMIC à 1600 euros nets. indexation des salaires sur l'inflation ; égalité des salaires entre les femmes et les hommes.

5. Interdiction des licenciements : Tout départ doit être compensé par une embauche. Tout chômeur doit recevoir une allocation équivalente au moins au SMIC payée par le patronat jusqu'au retour à l'emploi.

6. Abolition du travail précaire ou temporaire : transformation de tous les emplois précaires en emplois stables, CDI dans le secteur privé, titularisation dans la fonction publique sans condition de concours ou de nationalité. Passage des contrats à temps partiels imposés à temps pleins.

7. Contre la vie chère : Gel du prix du gaz, de l'électricité, de l'alimentation et des loyers. Réquisition des logements vides, gratuité des transports en commun. Contre le surendettement : annulation de toutes les dettes personnelles dues à des banques ou autres organismes de crédit.

8. Egalité totale entre travailleurs français et immigrés : régularisation des travailleurs sans-papiers et de leurs familles, abolition de toutes les lois discriminatoires à l'encontre des immigrés, des roms ou gens du voyage.

9. Libération et relaxe immédiates de tous les manifestants arrêtés ou inculpés depuis septembre 2010, levée de toutes les sanctions prises dans les entreprises à l'encontre de travailleurs ayant participé au mouvement. Paiement des jours de grève et reconnaissance du droit de grève sans aucune restriction pour tous les travailleurs.

10. 20 semaines de congés maternité et 14 jours de congés paternité minimum, création de places en crèches pour chaque enfant dans les quartiers et les entreprises, droit au congés parental sans condition d'ancienneté dans l'entreprise.

La réalisation de ces revendications nécessite la mobilisation de la classe ouvrière et la création d'un véritable rapport de force contre le patronat et l'Etat à son service, et tant mieux si cette lutte permet de faire dégager Sarkozy et son gouvernement. Par contre, nous savons que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. Nous avons subi des politiques anti-ouvrières depuis des décennies quelques soient les partis au pouvoir et savons que nous, travailleuses et travailleurs, ne pouvons compter que sur nous-mêmes et nos propres luttes pour améliorer nos conditions de vie ! Si les patrons ne sont pas capables de satisfaire ces exigences, qui sont des exigences vitales, nous le ferons nous-mêmes, en les expropriant.

Des travailleurs en lutte

Journée de soutien pour Julien, militant contre la réforme des retraites

06/09/2011

Comité de résistance à la répression et l'intimidation des militants des mouvements sociaux

L'Initiative communiste ouvrière participe à la campagne de soutien pour Julien, militant contre la réforme des retraites actuellement en procès à Lille.

44h de garde à vue pour une entrave !

Le 18 octobre, J. participe à une action de blocage des voies à la gare Lille-Flandres, organisée en assemblée générale par des syndiqués et non syndiqués, elle vise à bloquer l'économie comme toute les actions de blocage faites à ce moment là.

Le lendemain, J. est arrêté après une des grandes manifestations contre la réforme des retraites, il va faire 44h de garde à vue, sera déferré au tribunal et il est convoqué le 8 février pour entrave à la circulation ferroviaire. En plus des peines de justice possible, la S.N.C.F y ajoute 45000 euros de dommages et intérêts.

Le 8 février, un rassemblement de soutien de 200 personnes eut lieu, le procès fût reporté le 6 septembre en raison d'une grève des magistrats. Une dizaine d'organisations, syndicales essentiellement, se sont cotisées pour payer les frais d'avocat.



Face à la répression, la solidarité est notre arme !

Cette première mobilisation nous a amenés à mieux nous organiser, à créer un collectif, le CRRIMMS (collectif de résistance à à la répression et à l'intimidation des militants et des mouvements sociaux), à diffuser plus d'informations sur ce procès.

Une manifestation est organisée au départ de la direction régionale de la S.N.C.F jusqu'au tribunal de grande instance de Lille, départ 10h30.



Un repas de soutien (sandwichs et boissons) sera mis en place devant le tribunal, l'argent ira directement au CRRIMMS pour financer les frais de justice, les possibles amendes et l'organisation dans le cadre de ce procès et d'autres procès semblables qui pourront se produire à l'avenir. Ensuite, à partir de 13h30 commencera le rassemblement jusqu'à la sortie du camarade.

Le CRRIMMS c'est de s'organiser ...

Le CRRIMMS dénonce la criminalisation des mouvements sociaux par l'arrestation d'un individu participant à une action. Ainsi l'Etat essaie de nous diviser en nous plaçant un par un devant la justice, nous bâillonnant soit par la peur de l'arrestation soit par les sanctions judiciaires.

Combien de manifestations et de mouvements sociaux étouffés par la présence de rangées de flics en uniforme anti-émeute, prêts à gazer, prêts à taper ? Ils nous divisent dans nos moyens de contestation, séparant privé, public, chômeurs, syndiqués, non -syndiqués, jeunes et plus anciens, isolant les rages de chacun dans des défilés cadrés et aseptisés.

Nos actions, nos manifestations doivent s'organiser avec la détermination et les envies de chacun, notre solidarité doit s'amplifier, nous devons être nombreux le 6 septembre pour soutenir J. mais aussi pour leur montrer que la répression judiciaire et policière ne nous effraie pas.

NOUS NE SOMMES PAS INTIMIDÉS ET NOUS CONTINUERONS LA LUTTE !

« C’est la manière dont nous devons aborder les revendications immédiates : si nous rentrons dans le jeu du « réalisme », si nous prenons en considération les impératifs économiques tels que les patrons et le gouvernement nous les présentent, alors il ne nous reste plus qu’à accepter leurs conclusions. La journée de 8 heures, les congés payés, toutes sortes d’acquis qui nous semblent aujourd’hui des évidences, étaient dénoncés comme irréalistes autrefois, les patrons et leurs idéologues démontraient par toutes sortes de chiffres et d’arguments que cela ne marcherait jamais. Nous les avons gagnées. Il faut nous fonder uniquement sur nos besoins, sans nous soucier des leurs. C’est ça, le communisme en marche. »